L'Opposition de Gauche de l'Internationale Communiste

NUMÉRO : 1 OCTOBRE 1927

Déclaration des 83

Suivie des Discours, Thèses, Articles, Résolutions, Amendements de ZINOVIEV et de TROTZKY aux différentes instances de la IIIe Internationale

DOCUMENTS INÉDITS

Prix : 2 Francs

PARIS
IMPRIMERIE CENTRALE DE LA BOURSE
117, Rue Réaumur, 117
1927

17 (42699)
62

L'Opposition de Gauche
de l'Internationale Communiste

NUMÉRO : 1 OCTOBRE 1927

Déclaration des 83

Suivie des Discours, Thèses, Articles, Résolutions, Amendements de ZINOVIEV et de TROTZKY aux différentes instances de la IIIe Internationale

DOCUMENTS INÉDITS

Prix : 2 Francs

PARIS
IMPRIMERIE CENTRALE DE LA BOURSE
117, Rue Réaumur, 117
1927

PRÉFACE

AUX CAMARADES DU PARTI

Cette brochure contient les principaux des discours, thèses, articles et résolutions des chefs de l'opposition Zinoviev et Trotzky sur les grandes questions vitales pour le développement marxiste-léniniste des partis communistes du monde entier et le succès de la révolution mondiale : question russe, question chinoise, question du comité anglo-russe, etc.

C'est autour de ces grandes questions, et pour la ligue révolutionnaire de l'Internationale communiste et de la Révolution russe que l'on se dispute âprement au sein de l'I. C.

Quel que soit le jugement que vous porterez sur les uns et les autres des chefs en lutte, camarades, une chose est certaine, c'est que l'on ne saurait se prononcer sans pièces à l'appui, sur ce formidable procès.

Lénine disait que celui qui se prononce sur une question avant de l'avoir étudiée à la source même, est un idiot. La majorité des dirigeants du P.C. de l'U.S. et de l'Exécutif de l'I.C., en se refusant à fournir aux militants de la base les documents contenus dans cette brochure, les tiennent-ils pour des imbéciles ?

Il est grand temps que ces documents paraissent en France. Car là-bas, en U.R.S.S., les choses s'aggravent brutalement. Alors que le dernier C.C. du P.C. de l'U. S., en refusant en août d'exclure Trotsky et Zinoviev de son sein, avait semblé s'orienter vers une amélioration du régime intérieur du parti russe, on apprend soudain les exclusions de Trotzky et de Vouyovitch du C.E. de l'I.C. ainsi que des perquisitions et des arrestations par la police d'Etat de militants bolchevistes.

Les motifs donnés : création d'une imprimerie clandestine, diffusion de matériel à des sans-partis, tenue d'assemblées secrètes, ne peuvent pas ne pas suggérer aux camarades qui les lisent ces réflexions :

Pourquoi des membres de notre parti frère d'U. R. S. S. en sont-ils réduits à imprimer et à diffuser leur pensée sur les grands problèmes intérieurs et extérieurs par des moyens fractionnels ? Comment en sont-ils arrivés à cette activité clandestine ?

Notre secrétaire général, P. Semard, déclare, dans un récent article paru à l'Humanité, que notre parti s'est prononcé définitivement à la Conférence Nationale de Saint-Denis, sur la question de l'exclusion de Trotzky et de Zinoviev. C'est une mauvaise plaisanterie ! Dans les cellules, la question ne fut nulle part soumise à la discussion des membres, avant la Conférence, et depuis le 26 juin 1927, la direction du Parti, qui n'a même pas publié la résolution, n'a osé demander à personne de ratifier cette mesure, prise dans des conditions de précipitation et de « préparation » sans pareilles dans le Parti.

C'est parce que je pense au contraire que la double question : exclusion de membres de l'opposition, orientation de l'I. C., reste entièrement posée devant les membres de la base absolument ignorante et qui attendent toujours la documentation promise en diverses circonstances par Semard, par Doriot sur la question russe, sur la question chinoise, et c'est à cause de cela que, las d'attendre cette documentation qui ne vient jamais, je publie aujourd'hui, en toute responsabilité, la traduction des documents de l'opposition russe, contenus dans la brochure éditée en Allemagne par Urbahns, un des héros de l'insurrection de Hambourg, en 1923.

Paris, le 10 octobre 1927.

Gaston FAUSSECAVE.

EN PRÉPARATION

dans la même collection
le
fascicule n° 2 contenant

LA PLATE-FORME POLITIQUE
DE L'OPPOSITION RUSSE

destinée au 15e Congrès
du
Parti Communiste de l'U. R. S. S.

La présente brochure est en vente chez l'éditeur au prix de 2 francs.

Pour la recevoir franco, envoyer :
Pour 1 exemplaire 2 fr. 50.
Pour 5 exemplaires 11 francs.
Pour 10 exemplaires 20 francs.

A l'adresse suivante :

GASTON FAUSSECAVE, 9, rue de Cadix, Paris (15e).

DÉCLARATION DES 83

Cet important document a été envoyé au C. C. du P. C. de l'U. S. signé d'abord de 83 camarades. Il a recueilli, depuis, 3,000 signatures environ. Parmi ces signatures, qui sont presque exclusivement de vieux bolchevicks, on trouve les noms connus de Zinoviev, Trotsky, Radek, Preobrajenski, Vouyovitch, Smirnov, Smilga.

DECLARATION DES 83 MEMBRES DU P C. DE L'U.R.S.S.

Camarades,

Les grosses fautes commises et tolérées dans la direction de la révolution chinoise ont contribué à une lourde défaite. Nous ne sortirons de cette situation qu'en empruntant le chemin tracé par Lénine. Les conditions très anormales dans lesquelles on examine les questions liées à la révolution chinoise, créent dans le parti une très grande tension. La « discussion » unilatérale qui est menée dans les colonnes de la *Pravda* et du *Bolchevik* est une déformation voulue du point de vue de l'opposition (par ex. on attribue à l'opposition la demande de la sortie du P.C. du Kuomintang); cela marque la volonté du groupe dirigeant du Comité Central de cacher ses fautes derrière la chasse à l'opposition. Tout ceci dirige l'attention du Parti sur une fausse voie.

En conclusion, et en rapport avec la fausse ligne du C. C. dans les questions essentielles de la politique du Parti, nous nous adressons, par cette déclaration, au Comité Central.

I. Le fait n'est pas seulement que nous avons subi une immense défaite en Chine, mais il faut voir comment et pourquoi nous l'avons subie.

Bien que nous ayons en Chine déjà une puissante classe ouvrière,bien que le prolétariat de Shanghaï dans une situation des plus difficiles ait su se révolter et être le maître de la ville, bien que le prolétariat chinois ait, en Chine, une aide puissante de la part de la paysannerie qui se révolte, bref, qu'il y ait eu toutes les données pour la victoire « du 1905 chinois » (Lénine), il en est résulté que les ouvriers chinois tiraient les marrons du feu pour la bourgeoisie, jouant en fait jusqu'à maintenant le même rôle que celui auquel étaient condamnés les ouvriers pendant les révolutions de 1848.

Il y avait toutes les données pour armer les ouvriers chinois (en premier lieu ceux de Shanghaï et de Hankéou). Et malgré cela, le prolétariat héroïque de Shanghaï s'est trouvé désarmé et les ouvriers de Hankéou ne le sont pas plus à l'heure actuelle bien que Hankéou se trouve entre les mains du Kuomintang « de gauche ».

« La ligne » en Chine, *en fait*, s'est traduite ainsi : on ne devait pas armer les ouvriers, on ne devait pas organiser de grèves révolutionnaires, il ne fallait pas soulever complètement les paysans contre les propriétaires, on ne pouvait pas éditer un quotidien communiste, on ne devait pas critiquer Messieurs les bourgeois bourgeois du Kuomintant de « gauche », on ne devait pas créer des cellules communistes dans les armées de Tchang Kaï Chek, on ne devait pas lancer le mot d'ordre des soviets pour ne pas « repousser » la bourgeoisie, pour ne pas « faire peur » à la petite bourgeoisie, pour ne pas ébranler le gouvernement du « Bloc des 4 classes ». En guise de réponse, et pour nous remercier d'une telle politique, la bourgeoisie nationale chinoise — ainsi qu'il fallait s'y attendre — choisissant le moment propice, fusille les ouvriers chinois et appelle à l'aide aujourd'hui les impérialistes japonais, demain les impérialistes américains, après-demain les impérialistes anglais.

Dans les partis communistes du monde entier (ainsi que dans les larges cercles du P.C. de l'U.R.S.S.) en liaison avec la défaite chinoise, règne une complète incertitude. Encore hier, on prouvait à tout le monde que les armées nationales en Chine étaient en réalité des armées rouges, des armées révolutionnaires, que Tchang Kaï Chek était leur guide révolutionnaire, que la Chine aujourd'hui ou au plus tard demain marcherait sur la voie « non capitaliste » de son développement. Tandis qu'aujourd'hui, dans la lutte contre la véritable ligne léniniste du bolchevisme, on publie de pauvres articles et discours où il est dit qu'en Chine il n'y a pas du tout d'industrie, qu'il n'y a pas de chemins de fer, que la Chine traverse une époque qui est presque le début du

féodalisme, que les Chinois sont illettrés, etc., etc., qu'en Chine il est trop tôt pour lancer le programme de la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que pour créer des soviets. Au lieu de corriger les fautes, on les redouble.

La défaite chinoise peut avoir des répercussions directes sur l'avenir prochain de l'U.R.S.S. Si les impérialistes réussissent, pour un laps de temps assez long, à « museler » la Chine ,ils marcheront après sur nous, sur l'U.R.S.S. La défaite de la Révolution chinoise peut étrangement rapprocher la guerre contre l'U.R.S.S. Pendant ce temps, le parti est mis dans l'impossibilité d'examiner le problème chinois qui se trouve, pour lui, le premier parti de l'Internationale Communiste, le problème essentiel. En même temps, une violente discussion venant d'un seul coté est menée déjà actuellement par le groupe dirigeant du C.C. Cette discussion est plus exactement une chasse à courre contre l'opposition pour cacher les fautes commises par le groupe dirigeant du Comité Central.

2. La grève générale de l'an passé en Angleterre, trahie et vendue par le Conseil général,a subi la défaite.La grève s'est terminée par la défaite des mineurs. Malgré une grandiose évolution des masses à gauche touchant quelques millions d'ouvriers,bien que jamais encore la traîtrise, la fausseté du réformisme n'ait été mise aussi en lumière que pendant les grandes grèves anglaises, l'aile révolutionnaire organisée du mouvement ouvrier anglais a gagné très peu en influence. La cause principale de cet état de choses provient de notre double attitude et du fait que la direction de notre côté était pleine de contradictions et d'indécision. L'aide financière accordée par les ouvriers russes aux mineurs anglais fut merveilleuse. Mais la tactique du C.C. dans la question du Comité anglo-russe a été complètement fausse. Nous avons soutenu l'autorité des traîtres du Conseil général dans la période la plus critique pour ceux-ci pendant les semaines et les mois de la grève générale et de la grève des mineurs. Nous leur avons aidé à se maintenir sur leurs jambes. Nous avons terminé en capitulant devant eux à la dernière conférence de Berlin, reconnaissant le Conseil général comme le seul représentant du prolétariat anglais (et même comme le seul représentant de son point de vue) et engageant notre signature concernant le principe de ne pas nous mêler des affaires intérieures du mouvement ouvrier anglais.

Sur le fond des événements de Chine les dernières décisions du Comité anglo-russe prennent un caractère sinistre. Dans toute la presse internationale, le camarade Tomsky et les autres représentants de la C.G.T. panrusse ont déclaré que la Conférence de Berlin a eu « un caractère cordial », que toutes les décisions ont été prises « à l'unanimité » et que ces décisions sont soi-disant la victoire du prolétariat mondial, etc...

Ceci est faux et mensonger, et, ainsi, on ne peut que conduire le prolétariat anglais à de nouvelles défaites.

La Conférence de Berlin du Comité anglo-russe n'a pas dit un mot sur le rôle de bandit que joue l'impérialisme britannique en Chine, elle n'a même pas demandé le retrait des troupes impérialistes de Chine. Au moment même où s'ouvrait en Chine une guerre directe des impérialistes contre la révolution chinoise, le Comité anglo-russe s'est tu, comme un coupable, ou autrement dit, il a fait le jeu de la bourgeoisie anglaise.

Est-ce qu'on peut douter une minute que ceux qui, devant le monde entier, trahissent ouvertement les intérêts du prolétariat anglais, même dans une question aussi grave que la liberté du mouvement syndical en Angleterre, demain, en cas de guerre contre l'U.R.S.S., ne joueront pas le même rôle de traîtres et de canailles ainsi que ces Messieurs l'ont fait en 1914 ?

Entre la fausse ligne suivie en Chine et la fausse ligne suivie dans la question du Comité anglo-russe, il y a la liaison intérieure la plus étroite. La même ligne passe à travers la politique de l'Internationale Communiste. En Allemagne, on exclut des centaines et des centaines de prolétaires de gauche : l'avant-garde, pour la simple raison qu'ils se sont solidarisés avec l'opposition russe. Les éléments de droite ont de plus en plus d'influence dans tous les partis. Des fautes de droite les plus grossières (en Allemagne, en Pologne, en France et ailleurs) restent impunies ; n'importe quelle critique venant de gauche, mène à l'amputation. L'autorité du P.C. de l'U.R.S.S. et de la révolution d'octobre est utilisée pour faire dévier les partis communistes à droite de la ligne léniniste. Tout ceci, pris en bloc, empêche l'I. C. de préparer et de mener, à la manière de Lénine, la lutte contre la guerre.

3. Pour n'importe quel marxiste, il est indiscutable que la fausse ligne en Chine et dans la question du comité anglo-russe n'est pas fortuite. Elle prolonge et complète la fausse ligne dans la politique intérieure.

L'économie de l'Union soviétique en général a terminé sa période de reconstitution. Pendant cette période, on a enregistré dans la construction économique des victoires sérieuses. L'industrie, l'économie rurale et d'autres branches de l'économie sont prêtes à atteindre le niveau d'avant-guerre et même le dépassent (dans le domaine de la coopération on enregistre des succès analogues). Ces victoires sont les meilleures preuves de la justesse de la formule de la nouvelle politique économique, proclamée par Lénine et la meilleure réponse aux ennemis de la Révolution d'octobre.

Le pays de la dictature prolétarienne s'est révélé tout à fait capable de travailler à la construction socialiste, il a démontré les premiers succès dans ce domaine, préparant ainsi avec le prolétariat d'autres pays la victoire définitive du socialisme dans le monde entier.

Dans le bilan de l'époque de reconstruction, on constate en même temps que des acquisitions sérieuses, de grosses difficultés. Ces difficultés proviennent de l'insuffisance du développement des forces productives et de notre retard économique.

Elles sont renforcées du fait qu'on les cache aux larges masses du parti. Au lieu d'une analyse marxiste de la situation réelle de la dictature prolétarienne en U.R.S.S., on apporte au parti une fausse théorie petite bourgeoise « théorie du socialisme dans un seul pays » qui n'a absolument rien de commun avec le marxisme et le léninisme.

Ce grossier recul du marxisme fait que le parti a plus de difficultés à voir le *contenu de classe* des processus économiques qui se produisent actuellement.

Les phénomènes négatifs de l'époque de la révolution que nous visons sont concrétisés par la situation très pénible des larges masses de la population et par des regroupements de classes hostiles au prolétariat.

Les questions *des salaires et du chômage* prennent un caractère plus aigu.

Une fausse politique accélère la croissance des forces hostiles à la dictature prolétarienne : les koulaks, nepmans, bureaucrates. Ceci mène à l'impossibilité d'utiliser dans la mesure voulue et dans la mesure due les ressources matérielles qu'il y a dans le pays pour l'industrie et pour l'économie d'Etat. Le retard de la grosse industrie sur les demandes qui lui proviennent de la part de l'économie nationale (disette de marchandises, hauts prix, chômage) et de tout le système soviétique en entier (la défense du pays) amène le renforcement des éléments capitalistes dans l'économie de l'Union soviétique, surtout à la campagne.

La croissance des salaires s'est arrêtée, il y a même des tendances à les baisser, pour certains groupes d'ouvriers. A la place du système qui existait avant et qui consistait à augmenter les salaires suivant la croissance de *la production*, actuellement, on applique comme règle générale que les salaires ne peuvent augmenter qu'à condition de l'augmentation *du rendement de l'ouvrier* (intensification du travail : voir § 2 de la décision du Congrès des Soviets sur le rapport du camarade Kouïbitchief). En conclusion, l'ouvrier en U.R.S.S. ne peut, à l'heure actuelle, améliorer son bien-être, non suivant le développement de l'économie du pays et de la technique comme autrefois, mais il ne peut le faire qu'à la condition de se dépenser davantage et de fournir un plus grand effort physique. C'est pour la *première fois* qu'on pose ainsi le problème, au moment où l'intensification du travail en général, à l'heure actuelle, a atteint le niveau d'avant-guerre et par endroits l'a dépassé, une telle politique atteint les intérêts de la classe ouvrière.

Le chômage grandit, non seulement alimenté par les éléments paysans qui quittent la campagne, mais il englobe aussi les cadres du prolétariat industriel. L'augmentation de l'armée des sans-travail empire en général la situation économique de la classe ouvrière.

Les conditions locatives des ouvriers, dans divers endroits, empirent dans le sens du surpeuplement et de la restriction des droits locatifs.

Les dangers grandissants provenant de cet état de choses sont clairs, car les rapports entre le parti et la classe ouvrière sont les éléments décisifs pour l'avenir de notre Etat ouvrier.

La baisse des prix sur les marchandises manufacturées n'a été acquise que dans une petite proportion. Malgré le vote de l'opposition au plenum en février de cette année *pour* la résolution qui se prononçait pour la baisse des prix, toute l'agitation officielle est employée à accuser l'opposition *de ne pas vouloir la baisse des prix*. Une telle agitation induit en erreur le parti et éloigne son attention des problèmes essentiels de notre politique économique. Tandis que le mécontentement et l'impatience à la ville et à la campagne grandissent, le problème de la baisse des prix par ces moyens n'avance pas du tout.

La différenciation de la paysannerie va de plus en plus vite. Du mot d'ordre : « Enrichissez-vous », de l'invitation aux koulaks à « s'intégrer dans le socialisme », le groupe dirigeant du C.C. en est arrivé à passer sous silence le processus de différenciation à la campagne, à sous-estimer ce facteur d'une part, et d'autre part, dans la pratique, sa politique a consisté à s'appuyer sur le paysan économiquement fort. Au 10e anniversaire de la Révolution d'octobre, la situation est la suivante : plus de 3 millions d'ouvriers agricoles jouent un rôle infime dans les soviets, la coopération et les cellules communistes; l'attention et l'aide apportée aux paysans pauvres sont encore insuffisantes. La résolution du dernier Congrès des Soviets sur l'économie agricole ne dit mot de la différenciation à la campagne. C'est-à-dire qu'elle se tait sur *la question essentielle* du développement économique et politique de la campagne. Tout ceci affaiblit notre soutien à la campagne et entrave l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen. Cette union peut se développer et se renforcer uniquement dans la lutte systématique contre les aspirations exploiteuses des koulaks. On sous-estime chez nous la croissance et le rôle joué par le koulak. Une telle politique a ses dangers qui s'accumulent et qui peuvent subitement exploser. Cependant, l'appareil officiel du parti et des soviets frappe *à gauche*, et ouvre ainsi largement les portes au véritable danger de classe qui vient de *droite*.

La proposition d'exonérer de l'impôt agricole 50 % des économies rurales, c'est-à-dire les paysans pauvres et peu aisés, est condamnée avec acharnement bien que la situation politique et économique de la campagne la confirme complètement. Quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de 5 milliards sont d'une importance tout à fait minime, alors que prendre cette somme sur les économies rurales peu aisées, c'est accélérer la différenciation à la campagne et affaiblir les positions de la dictature du prolétariat à la campagne.

« Savoir se mettre d'accord avec les paysans moyens, sans renoncer un seul instant à la lutte contre les koulaks et tout en s'appuyant solidement seulement sur les paysans pauvres » (Lénine), voilà

quelle doit être la ligne essentielle de notre politique à la campagne.

En septembre dernier, nous avons lu un appel signé de trois camarades occupant des postes les plus importants (Rykov, Staline et Kouibitchief), disant que soi-disant l'opposition, c'est-à-dire une partie de notre propre parti et une partie de notre C. C. veut « voler » la paysannerie. Cet appel promettait, par le moyen du régime des économies, de diminuer les dépenses non productives de 3 à 400 millions de roubles par an. En réalité cette lutte pour les économies menée d'une façon bureaucratique a conduit à de nouveaux tiraillements contre les ouvriers et n'a donné aucun résultat positif et palpable.

La rationalisation de l'industrie n'a pas été faite d'après un plan d'ensemble et réfléchi et a conduit de nouveaux groupes d'ouvriers dans les rangs des sans-travail, sans amener la diminution du prix de revient.

Il est nécessaire de souligner toutes les décisions des deux dernières années qui aggravent la situation des ouvriers et de déterminer avec force que sans une amélioration systématique d'après un plan d'ensemble, amélioration lente au début, des conditions de la classe ouvrière « cette force productive principale » (Marx), il est impossible, dans la situation actuelle, de relever ni l'économie ni la construction socialiste.

Pour pouvoir résoudre ces questions du domaine de la construction économique qui se posent actuellement devant le parti dans la situation de rapports de classe compliqués et enchevêtrés à l'intérieur du pays, alors que s'accroît l'offensive extérieure ennemie contre l'U. R. S. S. et que la Révolution mondiale est retardée, *il faut donner vie et force à la démocratie intérieure du parti et renforcer la liaison réelle, vivante et directe du parti avec la classe ouvrière.*

Nous avons besoin d'une discipline de fer dans le parti comme au temps de Lénine. Tout le parti, du haut en bas, à la manière bolchévique, doit être idéologiquement et organiquement une force collective » fortement soudée, participant réellement et non officiellement, en bloc à la solution de toutes les questions qui se posent devant le parti, devant la classe ouvrière et le pays tout entier.

Le régime intérieur du Parti, dans ces derniers temps, provoque une baisse immense de l'activité du Parti, cette force dirigeante de la révolution prolétarienne. Dans les larges masses de la base du Parti se rétrécissent les possibilités de discuter et de résoudre, en pleine conscience, les questions essentielles de la révolution prolétarienne. Ceci n'a pas pu ne pas se réfleter et se faire sentir avec ses côtés négatifs dans les rapports de la classe ouvrière et du Parti et dans l'activité de toute la classe ouvrière.

Le régime qui s'est instauré dans le Parti a été transporté largement dans les syndicats. La classe ouvrière russe, ayant derrière elle l'expérience de trois révolutions faites sous la direction du Parti bolchévik et de Lénine, classe qui a cimenté les fondations du gouvernement soviétique avec le sang de ses meilleurs fils, qui a fait des miracles d'héroïsme et d'organisation, a toutes les données pour développer largement ses forces créatrices et ses facultés d'organisation. Mais le régime qui s'instaure actuellement gêne le développement de toute l'activité de la classe ouvrière, l'empêche de mettre la main à la construction socialiste.

La dictature prolétarienne s'affaiblit dans sa propre base de classe. Pendant le onzième congrès, Vladimir Ilitch disait au Parti que la tâche principale du travail économique est de savoir justement choisir les hommes, alors que la ligne actuelle est la négation complète de ses indications. Dans la pratique, il arrive, en divers endroits, qu'on évince des usines les ouvriers du Parti les plus indépendants et les plus qualifiés, ayant de l'initiative dans les questions économiques, et on les remplace presque toujours par des éléments qui ne travaillent pas pour le socialisme, mais qui font les larbins auprès de leurs chefs immédiats. La fausseté criante du régime intérieur du Parti se répercute ainsi sur les intérêts les plus douteux de plusieurs millions d'ouvriers.

4. — *La situation internationale* devient de plus en plus tendue. Les dangers de guerre augmentent chaque jour. La tâche centrale du P. C. de l'U. R. S. S. et de l'avant-garde du prolétariat mondial est de *conjurer « ou même d'éloigner, pour le plus de temps possible » la guerre afin de soutenir et de défendre coûte que coûte la politique de paix que seuls sont capables de mener jusqu'au bout notre Parti et le pouvoir soviétique.*

Les tâches de l'U. R. S. S. sont les tâches du prolétariat mondial. Détourner les dangers d'une nouvelle guerre suspendus sur la tête de l'U. R. S. S. est la tâche la plus importante du prolétariat mondial. Mais nous ne pourrons réaliser ceci en nous engageant dans la voie du bloc avec les traîtres du Conseil général. Aucune lutte sérieuse pour conjurer la guerre n'est possible avec les Purcell et les Citrine. Nous rapprocher des *ouvriers* social-démocrates et sans-parti et les entraîner dans la lutte contre la guerre, nous ne pouvons le faire que *par-dessus* la tête de ces chefs traîtres, qu'en *luttant* contre eux. Nous demandons que le Comité Central aide le futur Plenum de l'Exécutif élargi de l'I. C. à étudier, dans les détails, sans parti-pris, se basant sur des documents, les derniers événements de Chine. (Il faut appeler à ce travail les camarades qui ont défendu notre point de vue). D'autre part, il faut que le Comité exécutif de l'I. C. mette à l'ordre du jour les questions chinoise, anglaise et russe dans *toute leur ampleur*, que dans la presse de notre parti, que dans la presse communiste internationale, on donne la possibilité d'étudier en détail cesproblèmes, évidemment avec la prudence nécessaire.

Le renforcement international de l'U.R.S.S. exige le renforcement de la ligne révolutionaire prolétanrienne à l'intérieur de l'U.R.S.S. Nous sommes affaiblis par la réglementation des salaires, par l'aggravation des conditions locatives des ouvriers et par la croissance continue du

chômage. Nous sommes affaiblis à cause de la fausse politique envers les paysans pauvres. Les fautes dans notre politique économique nous affaiblissent de la même façon. Nous sommes affaiblis par la défaite des ouvriers anglais et de la révolution chinoise. Nous sommes affaiblis par un mauvais régime intérieur du Parti.

Toute notre politique souffre de la direction à droite qu'on lui a donnée. Si le nouveau coup préparé contre la gauche, contre l'opposition, est exécuté, ceci déliera complètement les mains aux éléments de droite, éléments non prolétariens, antiprolétariens. Les coups sur les gauches auront pour conclusion logique la victoire des Oustrialov. Un tel coup sur l'opposition est déjà depuis longtemps demandé par Oustrialov au nom de la théorie de la Néo-Nep. Oustrialov est l'ennemi le plus acharné du bolchévisme, le plus logique, ayant des principes. Les administrateurs contents d'eux-mêmes, les bureaucrates, les petits bourgeois qui sont arrivés aux postes de commandement, qui regardent la masse d'en-haut, sentent le terrain de plus en plus ferme sous leurs pieds. Ce sont tous des éléments de Néo-Nep. Derrière eux se tiennent les Oustrialov spécialistes et dans une rangée plus loin les nepmans et les koulaks, ces derniers sous l'enseigne de paysans économiquement forts. C'est de ce côté que vient le véritable danger.

Les déviations ne sont pas aussi visibles dans les questions intérieures, car les processus intérieurs se développent beaucoup moins vite que la grève générale anglaise et la révolution chinoise. Mais les tendances essentielles de cette politique sont les mêmes là-bas qu'ici.

Lénine définissait l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays où la majorité de la population est composée de paysans. Ceci a été dit en 1921. Cette définition de Lénine est plus juste aujourd'hui que jamais. Pendant les années de la Nep, la nouvelle bourgeoisie des villes et des campagnes s'est transformée en force réelle. Dans une telle situation, porter un coup contre l'opposition, ne veut rien dire d'autre qu'essayer parmi les cris hypocrites sur l'unité (« les initateurs de toute scission crient toujours le plus fort pour l'unité », disait Engels), de discréditer et de détruire *l'aile gauche prolétarienne, léniniste de notre parti.* Une telle destruction signifierait le renforcement rapide, inévitable de l'aile droite du P. C. de l'U. R. S. S. ainsi que la subordination des intérêts du prolétariat aux intérêts des autres classes.

5° Nous avons toujours besoin de l'unité du Parti, surtout dans les conditions présentes. A l'école de Lénine, nous avons appris que le bolchévik doit tendre ses efforts pour l'unité sur la base de la ligne politique révolutionnaire et prolétarienne. Dans les conditions historiques les plus pénibles, pendant les années d'illégalité; après, en 1917, quand, en pleine guerre, nous luttions pour le pouvoir; en 1918, quand dans une situation des plus difficile et sans précédent ou examinait la question de la paix de Brest-Litovsk et dans les années qui suivirent, du temps de Lénine, le Parti discutait ouvertement les points litigieux et trouvait le bon chemin vers une véritable unité, non factice. Ceci nous a sauvé dans des situations beaucoup plus difficiles que celle de maintenant.

Le danger principal provient de ce qu'on cache les véritables divergences au Parti et à la classe ouvrière. Toutes tentatives de poser des questions litigieuses devant le Parti sont proclamées comme un attentat à l'unité du Parti. La fausse ligne est soudée, en haut, mécaniquement. C'est de cette façon que se crée officiellement l'unité factice et le « tout va bien ». En réalité, cet état de choses affaiblit les positions du Parti dans la classe ouvrière et affaiblit les positions de la classe ouvrière dans la lutte contre ses ennemis de classe. Une telle situation, créant un immense obstacle pour la croissance politique de notre parti et pour une juste direction léniniste doit inévitablement nous mener à des dangers extrêmement sérieux pour notre Parti, au premier tournant brusque, au premier coup sérieux, et dans le cas d'un bouleversement intérieur.

Nous voyons clairement ces dangers et trouvons qu'il est de notre devoir de prévenir le Comité Central précisément pour rassembler les rangs du Parti sur la base de la politique léniniste dans les questions internationales et intérieures.

Comment éliminer les divergences, comment redresser la ligne de classe sans nuire, dans la plus petite mesure, à la tâche de l'unité du Parti ?

Comme cela se faisait toujours du temps de Lénine.

Nous proposons que le C. C. décide les choses suivantes :

1° Pas plus tard que trois mois avant le 15e Congrès du Parti, on convoquera le Plenum du C. C. pour examiner à l'avance toutes les questions du 15e Congrès ;

2° Ce Plenum devra faire tout son possible pour élaborer des décisions *unanimes*, ce qui permettrait de garantir le maximum d'unité du Parti et de liquider les luttes intestines dans le Parti;

3° Le Plenum en question devra charger la délégation du P. C. de l'U. R. S. S. à l'I. C. de prendre l'initiative d'exécuter dans l'Internationale diverses mesures pour faire réintégrer dans le Parti ceux des camarades exclus qui le demanderont à l'I. C. et qui sont toujours sur la plateforme de l'I. C. (il est évident que ceci ne concerne nullement Katz et Korsch ;

4° Si néanmoins au sein de ce Plenum spécial du C. C., se font jour des divergences de principe, elles devront être, en temps voulu, formulées et publiées. Chaque camarade devra avoir la possibilité de défendre son point de vue devant le Parti, dans sa presse et dans les réunions, comme ceci existait du temps de Lénine ;

5° La polémique devra être menée dans les cadres stricts de camaraderie et de

travail sans qu'elle soit aiguisée et exagérée ;

6° Les projets de thèses du C. C., des organisations de base, de membres du Parti ou de groupes de ceux-ci, devront être publiés dans la *Pravda* (ou dans l'annexe de la *Pravda*), ainsi que dans toute la presse du Parti de province, environ deux ou trois mois avant le 15e Congrès du Parti ;

8° Le mot d'ordre principal pour la préparation du 15e Congrès de notre Parti devra être *l'unité*, une unité réelle, léniniste du P. C. de l'U. R. S. S.

P.-S. — Notre déclaration ayant été retardée par la collection des signatures, nous sommes obligés de la faire au moment même où, d'en haut, on soulève une campagne contre le camarade Zinoviev sous prétexte qu'il a pris la parole le 9 mai dans une réunion soi-disant de sans-partis. Ceux parmi nous qui ont entendu le discours du camarade Zinoviev ou qui ont eu la possibilité de prendre connaissance du sténogramme, sont prêts à mettre leur signature, sans hésitation, au bas de son discours. Celui-ci, dans sa forme modérée et inattaquable, a traduit l'état d'esprit de larges cercles du Parti qui poussent le cri d'alarme contre l'envahissement de la *Pravda* par la tendance de Martynov. Le discours du camarade Zinoviev a servi de prétexte pour recommencer la chasse à courre contre lui. Comme il est démontré dans notre résolution, cette chasse contre l'opposition a commencé au moment même où arrivaient les nouvelles de la défaite chinoise.

Selon nos prévisions, le but de la campagne menée contre le camarade Zinoviev, c'est la tentative de l'éloigner avant le Congrès et en dehors du Congrès, du Comité Central *afin de se débarrasser d'un des critiqueurs de la ligne fausse*. Ceci permettrait, pendant l'époque de la préparation du 15e Congrès du Parti et du 6e Congrès mondial, d'être débarrassé d'un critiqueur gênant de la fausse ligne du Parti. La même chose pourrait demain se répéter avec d'autres membres du C. C. De tels moyens ne peuvent que faire du mal au Parti.

La mesure prise sous la pression du Bureau Politique et qui a consisté à interdire la participation du camarade Zinoviev au Plenum de l'I. C. n'a jamais eu de précédent dans l'histoire de l'Internationale communiste. On a éloigné un des fondateurs de l'I. C., son *premier* président — élu sur la proposition de Lénine. L'éloignement des travaux de l'I. C. du camarade Zinoviev, qui est toujours membre de l'Exécutif, au moment où on examinait les problèmes les plus importants du mouvement ouvrier international, ne peut être expliqué que par le *manque de courage politique* de ceux qui préfèrent à la lutte idéologique des mesures administratives. Ce fait, en dehors de sa signification politique est en même temps une violation grossière des droits formels du camarade Zinoviev qui est membre de l'Exécutif et qui fut élu à l'unanimité au 5e Congrès mondial. Le chemin de l'éloignement des léninistes n'est pas le chemin pour l'unité de l'I. C. Il est fort probable que cette déclaration servira de preuves pour nous accuser de travail fractionnel. Vont se dépenser surtout les fonctionnaires qui sont prêts à tout, les « littérateurs » de la « nouvelle école » des « jeunes ». Mais entre autres, cette lettre est dirigée aussi contre eux, car parmi eux, il y a des gens qui, au moment du danger, seront les premiers à abandonner la cause du prolétariat. En envoyant cette déclaration, nous faisons notre devoir de révolutionnaires et de membres du Parti, comme cela a été toujours compris dans les rangs des véritables bolchéviks-léninistes.

Sous cette déclaration, nous avons ramassé, dans un laps de temps très court, quelques dizaines de signatures de vieux bolchéviks. Nous ne doutons pas une seule minute que d'autres vieux bolchéviks se trouvant un peu partout en U. R. S. S. ainsi qu'à l'étranger, connaissant la teneur de notre déclaration, lui auraient donné leur signature.

Nous ne doutons pas une seule minute que le point de vue exposé dans ce document est partagé par la majorité de notre parti, surtout par sa partie ouvrière. Pour qui connaît les ouvriers, membres de notre parti, c'est une preuve que ceci est juste.

Extraits des thèses du Camarade Zinoviev sur la Révolution Chinoise

Ces thèses ont été écrites avant le coup d'Etat de Chang-Kaï-Chek à Shanghai. Elles ont été remises au B.P. du P.C. de l'U.R.S.S., le 14 avril 1927.

Les événements de Chine ont une aussi grosse importance que les événements d'Allemagne en octobre 1923. Et si toute l'attention de notre parti se porta alors sur l'Allemagne, il faut qu'il en soit de même maintenant en ce qui concerne la Chine, d'autant plus que la situation internationale est devenue pour nous plus compliquée et plus inquiétante.

Le C.C. de notre parti réunit en 1923, à l'occasion des événements d'Allemagne une Conférence spéciale des représentants de nos plus grandes organisations locales (et du C.C. lui-même), adopta les thèses, mobilisa le parti tout entier, convoqua par l'organe de ses représentants à l'Exécutif de l'I.C. une Conférence internationale, etc...

Il est indispensable d'en faire autant aujourd'hui.

I. — LES PRINCIPES DU LENINISME ET LES MOUVEMENTS D'EMANCIPATION NATIONALE.

La Révolution chinoise a une portée historique d'importance mondiale. Pour la comprendre, il importe, avant tout, de bien se rendre compte du point de vue léniniste du caractère des mouvements d'émancipation nationale dans les colonies et les pays semi-coloniaux.

Lénine écrivait :

« La Révolution sociale ne peut s'accomplir qu'à une époque qui unira la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés, à divers mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris les mouvements d'émancipation nationale, au sein des nations arriérées, attardées, opprimées.

« Pourquoi ? Parce que le développement du capitalisme est inégal et parce que la réalité objective nous montre, à côté de nations parvenues à un haut développement capitaliste, diverses nations très faiblement développées ou tout à fait arriérées du point de vue économique. » (T. XIII, p. 369-70).

Ainsi, les mouvements d'émancipation nationale des nations opprimées sont, d'après Lénine, *partie constituante* de l'époque de la Révolution socialiste, bien que Lénine les définisse lui-même comme mouvements « démocratiques et révolutionnaires », c'est-à-dire bourgeois, quant à leurs tâches immédiates.

Les mouvements d'émancipation nationale des peuples opprimés sont un élément de la Révolution socialiste mondiale. Mais cela ne veut pas dire que *tout* mouvement national est à *tout* moment, dans *toute circonstance*, un facteur révolutionnaire. Cela veut seulement dire que les mouvements d'émancipation nationale sont, *dans l'ensemble et en dernier ressort*, un facteur révolutionnaire.

Le mouvement d'émancipation nationale peut passer à travers diverses phases. Le peuple finlandais (la bourgeoisie y compris) en lutte contre le tsarisme (contre l'impérialisme russe de l'époque), soutint une lutte d'émancipation nationale. La bourgeoisie finlandaise dirigée par les Swinhufwud (ce dernier fut exilé par le tzarisme) combattit en son temps le gouvernement impérialiste de Kérensky. C'était objectivement saper le pouvoir de la bourgeoisie russe et ce fut là un élément de la préparation de la victoire du prolétariat russe en octobre 1917. Au lendemain de la Révolution d'octobre, les Swinhufwud, auxquels les Soviets venaient de donner l'indépendance, n'en ont pas moins fait donner contre « leurs » ouvriers qui préparaient une Révolution d'octobre, le bourreau Mannerheim qui noya dans le sang la révolution prolétarienne de Finlande.

La bourgeoisie finlandaise soutient encore maintenant en un certain sens, une lutte pour son indépendance nationale. On ne peut dire que l'Etat finlandais soit un Etat impérialiste. Il ne peut être qu'un *instrument* de l'impérialisme. Il est pourtant impossible de parler en ce moment de la portée révolutionnaire du mouvement national en Finlande. Le mouvement d'émancipation nationale finlandais est devenu réactionnaire bourgeois, le prolétariat n'ayant pas eu la force de le faire passer à un degré supérieur, c'est-à-dire de l'amener à la victoire d'un Etat prolétarien.

Autre exemple : Le mouvement d'émancipation nationale en Pologne. Les meilleurs esprits de Russie ont sympathisé avec les insurrections polonaises. A l'époque de la Ire Internationale, Marx et Engels considéraient à juste titre le mouvement d'émancipation nationale polonais comme méritant l'appui du prolétariat international. La haine du tzarisme, qui naissait en Pologne de l'oppression des propriétaires fonciers grands-russiens, avait une portée révolutionnaire. Et pourtant, la bourgeoisie polonaise a su transformer, à partir du début de la guerre impérialiste, Pilsudsky en tête, le mouvement national en un jouet de l'impérialisme allemand, et, après un certain temps en un instrument des impérialismes anglais et français.

La Turquie nous fournit un exemple plus intéressant encore. Le mouvement national dirigé par Kémal Pacha, eut indéniablement pendant un certain temps un caractère révolutionnaire et mérita pleinement d'être appelé un mouvement

d'émancipation nationale. Il était à la fois dirigé à l'intérieur du pays contre l'ancienne féodalité et le sultanat, et à l'extérieur contre l'impérialisme, l'anglais en premier lieu. Il entraîna la masse énorme des paysans turcs et dans une large mesure les ouvriers turcs. Le parti kémaliste *d'alors* ressemblait *jusqu'à un certain point*, au K.M.T. d'aujourd'hui (sauf que la classe ouvrière turque était beaucoup plus faible qe la classe ouvrière chinoise, ce qu'il ne faut pas oublier une minute). Le parti kémaliste forma son Conseil des Commissaires du Peuple, souligna sa solidarité avec la Russie des Soviets, etc... Il était dit, dans un télégramme adressé par Kémal Pacha a Tchitchérine, le 29 novembre 1920 :

« Je suis profondément convaincu que le jour où les travailleurs d'Occident et les peuples opprimés d'Asie et d'Afrique auront compris que le Capital international ne se sert d'eux que pour les exploiter et les asservir les uns par les autres dans l'intérêt de ses maîtres, le jour où les masses laborieuses du monde entier auront pris conscience du caractère criminel de la politique coloniale, le pouvoir de la bourgeoisie s'écroulera. » (Textuel!)

Cela ne devait pas empêcher Kemal Pacha de faire égorger au bout de quelque temps les leaders communistes, de réduire le mouvement ouvrier à l'illégalité, de réduire la réforme agraire au minimum et d'entrer, en politique intérieure, dans la voie de la bourgeoisie et des paysans riches. Il en fut ainsi parce que le prolétariat turc se trouva trop faible pour former une force de classe autonome et pour aider les paysans à constituer, sous son hégémonie, un centre dirigeant de la Révolution turque, qui n'aurait pas été dépendant de la bourgeoisie libérale, des officiers bourgeois, etc... Le kémalisme n'est plus un mouvement national révolutionnaire, un élément de la Révolution socialiste mondiale. L'unification nationale de la Turquie s'est faite, mais à la manière kémaliste, c'est-à-dire bourgeoise; de même que l'unité nationale allemande se réalisa en son temps à la manière de Bismarck. Le mouvement national n'est pas devenu en Turquie un mouvement révolutionnaire uni au mouvement prolétarien international.

En Perse, le mouvement d'émancipation nationale commença aussi à faire accepter du bout des lèvres aux classes possédantes des mots d'ordre révolutionnaires pour aboutir finalement à la monarchie militaire et fasciste de Reza-Shah qui est dans une large mesure l'instrument de l'Angleterre. On conserve, sous les mots d'ordre d'unité nationale et de progrès (centralisation, modernisation) le servage dans les campagnes et l'on réprime toute manifestation de mécontentement des masses laborieuses.

Il serait possible de produire de semblables exemples en grand nombre, empruntés aux mouvements nationaux de l'Inde, de l'Egypte, etc... surtout dans les années de la guerre impérialiste et dans les premières années suivantes.

L'histoire de la Révolution a démontré que toute révolution démocratique bourgeoise, si elle ne se transforme pas en révolution socialiste, s'engage inévitablement dans la voie de la réaction bourgeoise. Si elle ne va pas de l'avant, elle rétrograde ; mais elle ne reste jamais en place. Ou courbe ascendante, ou courbe descendante. Cette loi marque toutes les grandes révolutions, à commencer par la grande Révolution française, pour aller par celle de 1848 et par la Révolution russe de 1905 jusqu'à la Révolution allemande de 1918.

Lénine, donnant à la première Révolution russe de 1905 le mot d'ordre de « dictature du prolétariat et des paysans » et soutenant que la victoire véritable, radicale, de la Révolution bourgeoise ne pourrait être que le fruit de la dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans, Lénine écrivait que « cette dictature serait inévitablement temporaire, le passage à la dictature bourgeoise et à la défaite du prolétariat ou bien à la dictature socialiste, devant inévitablement suivre ». (*Recueil Lénine*, t. V, p. 123.)

La même loi concerne le mouvement d'émancipation nationale. Le mouvement d'émancipation nationale qui triomphe sous la direction de la bourgeoisie doit, même s'il est très ample, s'engager à un moment dans la voie de la réaction bourgeoise.

Le mouvement d'émancipation de divers pays dans les dix dernières années a fortement contribué à ébranler l'impérialisme. Le développement et l'issue de ces mouvements dans les dernières années, doivent cependant inciter l'avant-garde du prolétariat international à voir clairement que le mouvement national ne revêt pas à tous moments le même caractère et peut très bien, s'il reste sous la direction de la bourgeoisie, jouer à un moment donné un rôle anti-prolétarien et devenir un instrument de l'impérialisme.

2° LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LE MOUVEMENT NATIONAL-REVOLUTIONNAIRE.

Tout mouvement national-révolutionnaire est bourgeois, mais tout mouvement démocratique bourgeois n'est pas forcément national-révolutionnaire. De même, toute révolution paysanne est bourgeoise, mais toute révolution bourgeoise n'est pas forcément paysanne. Lénine distinguait entre les « mouvements démocratiques bourgeois » et les « mouvements nationaux-émancipateurs » des pays arriérés.

Il disait dans son rapport au 2e Congrès de l'I.C. sur la question coloniale et nationale :

« Maintenant, je voudrais traiter particulièrement de la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. C'est là un point qui a fait l'objet de bien des discussions. Nous nous sommes demandé s'il convenait théoriquement et en principe, de déclarer que l'I.C. et les partis communistes ont à soutenir les mouvements bourgeois démocratiques dans les pays arriérés.

Comme résultat, nous en sommes tous venus à cette conclusion unanime que nous n'avons rien à faire avec les mouvements démocratiques bourgeois, et que seuls peuvent nous intéresser les mouvements nationaux-révolutionnaires. Il n'est pas douteux que tout mouvement national dans les pays arriérés, ne peut être qu'un mouvement démocratique bourgeois, car la majorité de la population s'y compose de paysans qui représentent la classe moyenne capitaliste. Ce serait une utopie de supposer que les partis prolétariens, si l'on a quelque chance de les constituer, seront en état de développer une activité communiste, de faire une politique communiste, sans entrer en relations déterminées avec les paysans des pays arriérés et sans leur demander leur aide. On a fait cette objection que si nous parlions d'un mouvement bourgeois démocratique, nous perdrions le sentiment de la différence qui existe entre les mouvements réformistes et les mouvements révolutionnaires, mouvements réformistes qui se sont fait sentir récemment dans les pays arriérés et dans les colonies. La bourgeoisie impérialiste a fait tout ce qui était en son pouvoir pour créer un mouvement réformiste. Il y a eu des ententes conclues entre la bourgeoisie des pays exploiteurs et celle des colonies, de telle sorte que, très souvent, la bourgeoisie des pays opprimés, bien que soutenant le mouvement national, n'en travaille pas moins, de concert avec la bourgeoisie impérialiste, contre tout mouvement révolutionnaire. Cela a été clairement prouvé. Et, afin de mieux marquer cette différence, les mots « bourgeois démocratiques » devront être remplacés dans les thèses par les mots « nationaux-révolutionnaires ». L'idée est que nous, en qualité de communistes, nous devrons soutenir les mouvements bourgeois pour l'émancipation des colonies, seulement dans le cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, c'est-à-dire lorsqu'ils ne s'opposeront pas à ce que nous donnions aux paysans une éducation et une organisation révolutionnaires et lorsqu'ils ne nous empêcheront pas de donner aux grandes masses exploitées une préparation révolutionnaire. Lorsque cela est impossible, les communistes sont obligés de combattre la bourgeoisie réformiste de ces pays arriérés tout comme ils combattent les héros de la IIe Internationale. Il existe déjà des partis de ce genre dans les colonies. Ils représentent naturellement la bourgeoise réformiste, bien qu'ils s'intitulent social-démocrates ou socialistes. »

Nous avons déjà à la vérité dans cette thèse de Lénine la clé de tous les problèmes tactiques de la révolution chinoise. Tirant avantage, dans l'intérêt du prolétariat de tout mouvement opportuniste de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, nous ne soutenons pas, en qualité de communistes, tout mouvement national sans discernement. Nous ne soutenons que le mouvement national qui a un caractère révolutionnaire et dont les représentants ne s'opposent pas à l'éducation et à l'organisation révolutionnaires des paysans et des larges masses exploitées. La bourgeoisie des pays opprimés sait très bien s'entendre avec celle des pays oppresseurs sur les questions les plus importantes. Elle a appris à soutenir d'une main le mouvement national et de l'autre à combattre, unie à la bourgeoisie impérialiste, tous les mouvements révolutionnaires.

Quant à la Chine actuelle, il faudrait dire : Le K.M.T. de droite fut et reste jusqu'à présent le K.M.T. gouvernemental. Il soutient aussi d'une main le mouvement national, tandis que de l'autre, il s'unit aux impérialistes (américains, japonais, anglais) contre les classes révolutionnaires (prolétaires et paysans).

Ces directievs essentielles de Lénine, sanctionnées par le deuxième Congrès de l'I.C., nous devons les avoir en vue en abordant le problème de la Révolution chinoise.

3° PERSPECTIVES GENERALES DE LA REVOLUTION CHINOISE

Le développement du capitalisme a fait en Chine au cours de ces deux dernières dizaines d'années d'immenses progrès. On aurait tort de croire que la bourgeoisie indigène ne dispose que d'une faible partie de l'industrie chinoise. Les capitalistes chinois sont propriétaires de 60 % des capitaux de l'industrie houillère, de 20 % de celle du fer, de 67 % de celle du textile, de 70 % de celle des allumettes, de 25 % de celle du sucre, et de 58 % des chemins de fer ainsi que de 26 % des transports maritimes et fluviaux. 27 banques chinoises ont un capital de 250 millions de dollars chinois. En outre le capital commercial de la bourgeoisie chinoise est aussi très important. (Il faut rappeler qu'à la fin du XIXe siècle, l'industrie russe vivait principalement de capitaux étrangers. 21 % seulement de ces capitaux étaient russes, d'après les données de M. N. Pokrovsky). Le total des capitaux étrangers investis en Russie vers 1917 était évalué à 2 milliards 1/4 de roubles. Les capitaux investis en Chine sont sensiblement plus élevés.

« La conquête de la Chine par le capitalisme ébranlera le capitalisme en Europe et en Amérique », écrivait Engels en 1895.

« Les prochains soulèvements des peuples de l'Europe dépendront sans doute beaucoup plus de ce qui se passera dans le Céleste Empire que de toute autre chose », avait écrit Marx longtemps auparavant.

« On peut dire hardiment que la Révolution chinoise jettera une étincelle dans la mine du système industriel moderne, provoquera l'explosion de la crise générale qui se prépare et qui sera suivie de la Révolution politique sur le Continent. »

De façon générale, Marx considérait (dans la *Lutte des classes en France*), que « les explosions violentes se produisent le plus souvent aux extrémités de l'organisme bourgeois et non en son cœur où le fonctionnement de la société est plus facile à régler qu'ailleurs. »

Et, c'est en ce sens qu'il prêtait une

énorme importance à la Révolution russe et à la Révolution chinoise. La dictature du prolétariat a maintenant vaincu en Russie et la dictature révolutionnaire démocratique guidée par le prolétariat peut vaincre en Chine, et se transformer, commencer à se transformer en dictature socialiste, si le prolétariat et l'avant-garde de la classe ouvrière internationale pratique une tactique juste. La Révolution socialiste fera alors sur le Continent, en Angleterre et dans le monde entier, un grand pas en avant.

Il y a en Chine près de 5 millions d'ouvriers salariés, dont 3 millions d'ouvriers d'industrie : mineurs, cheminots, textile, ouvriers de la soie, métallurgistes.

A ces ouvriers, se joignent en très grand nombre les artisans et les employés, qui dans les circonstances actuelles peuvent suivre et suivront la classe ouvrière.

63 % des paysans sont des paysans pauvres, ne disposant pas de plus de deux hectares, asservis aux propriétaires fonciers et aux koulaks. Et ces 63 % de paysans pauvres ne disposent au total que de 1/4 des terres cultivées. 5 % de paysans riches (koulaks et propriétaires fonciers) sont possesseurs de 30 % des terres cultivées, 10 % de paysans aisés disposent de 20 % des terres, 20 % de paysans moyens possèdent 26 0/0 des terres cultivées.

Les paysans petits et moyens sont accablés d'impôts, accablés par les fermages, par l'arbitraire administratif, etc... Des centaines de millions de paysans peuvent devenir les alliés du prolétariat.

Si l'on ajoute à cela que la bourgeoisie nationale est tout de même relativement faible, que les comprador sont détestés du peuple, que l'usurier, la gentry et le koulak ont déjà à maintes reprises provoqué des soulèvements dans les campagnes, que la petite bourgeoisie nombreuse des villes (des dizaines de millions de pauvres et de petits commerçants ainsi qu'une partie importante des étudiants, des intellectuels) est dans sa majeure partie mécontente, si l'on se souvient des places fortes dont dispose le prolétariat chinois sur des points décisifs tels que Chang-Haï, Hong-Kong, Tien-Tsin, Hang-Kéou, etc..., il devient évident que l'hégémonie du prolétariat dans la Révolution bourgeoise démocratique est chose fort possible.

Ou la Révolution chinoise vaincra sous la direction du prolétariat, ou elle ne vaincra pas. Ou le prolétariat la dirigera, ou la bourgeoisie prenant les affaires en mains, s'accordera d'une façon ou d'une autre avec l'impérialisme étranger de tel ou tel pays ou groupe de pays, et conduira pour un certain temps la Chine dans la voie bourgeoise non sans réprimer le mouvement d'avant-garde de la classe ouvrière beaucoup plus cruellement que ne le fit Kemal Pacha.

La perspective d'un développement non-capitaliste (socialiste) de la Chine n'est pas exclu et même a de grandes chances de se réaliser, si l'on suit une politique juste. L'impérialisme n'a pas, dans ces dernières années, développé les forces productrices de la Chine, et il n'est pas enclin à le faire parce que :

1. L'appareil de production des métropoles n'est pas entièrement utilisé.
2. L'impérialisme a peur de la croissance du prolétariat indigène.
3. L'impérialisme en général manque de sécurité en Chine.

Le développement des forces productives en Chine pourrait à notre époque de Révolution mondiale suivre un chemin non-capitaliste. Avec la dictature du prolétariat maintenue en Russie depuis 10 années, avec l'U.R.S.S. embrassant 1/6 de la surface du globe et exerçant déjà une immense influence sur la Révolution chinoise, avec l'internationale Communiste groupant dans ses rangs l'avant-garde du prolétariat mondial, avec le développement croissant des mouvements d'émancipation nationale dans le monde entier, avec les graves contradictions qui divisent les impérialistes, avec l'existence d'un prolétariat jeune, plein d'initiative et en voie d'acquérir promptement une formation révolutionnaire, avec un tel prolétariat fort de plusieurs millions d'hommes, le développement non-capitaliste de la Chine est possible.

« Pouvons-nous, disait Lénine au 2e Congrès de l'I.C., pouvons-nous reconnaître comme juste l'affirmation que la phase capitaliste du développement économique est inévitable pour tous les peuples arriérés qui se libèrent en ce moment et parmi lesquels on observe un mouvement progressiste ? Nous répondons par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux se livre à une propagande systématique et si les Gouvernements soviétiques leur viennent en aide, alors il est de toute façon erroné de supposer que la phase capitaliste du développement sera inévitable pour les peuples arriérés ».

Le développement non-capitaliste (socialiste) de la Chine est possible si :

a) La classe ouvrière devient vraiment une classe luttant pour elle-même, une force de classe indépendante, si elle forme un vigoureux parti communiste, capable d'entraîner le gros des masses paysannes, si elle ne permet pas à la bourgeoisie grande et moyenne d'absorber la classe ouvrière dans le Bloc National, si en un mot, la classe ouvrière chinoise sait devenir en fait le facteur dirigeant du mouvement révolutionnaire en Chine et prendre en mains la cause de l'unité nationale.

b) Si l'U.R.S.S. soutient de tout son pouvoir la classe ouvrière chinoise;

c) Si des révolutions prolétariennes mûrissent dans les pays capitalistes avancés (Angleterre, France, Japon, Amérique) et si les ouvriers de ces pays savent empêcher leur bourgeoisie d'étouffer dans le sang la Révolution chinoise;

d) Si elle reçoit en Indo-Chine, dans les Indes et dans les autres pays opprimés un accueil favorable.

La lutte victorieuse vour le développement non-capitaliste (socialiste) de la Chine n'est possible que si nous écartons

avant tout, résolument, la formule capitale du menchévisme : la classe ouvrière doit dans la Révolution subordonner sa politique au désir de ne pas écarter du mouvement la bourgeoisie libérale, afin de ne pas affaiblir d'autant la Révolution. Lénine écrivait en 1907 :

« On fait chez nous, de la constatation du caractère bourgeois de la Révolution, la plate déduction que la bourgeoisie sera la force motrice de cette révolution, que le prolétariat n'aura à remplir que des tâches secondaires et ne pourra pas diriger l'ensemble du mouvement ».

Il ne fait aucun doute que la Révolution chinoise est dans sa phase actuelle une révolution bourgeoise démocratique dans un pays semi-colonial. La mener à sa fin, lui donner l'ampleur nécessaire, l'aider à vaincre les impérialistes et à constituer l'unité véritable de la Chine, la mener au point où la Révolution démocratique nationale deviendra socialiste, tout cela ne sera possible que si la classe ouvrière réussit à arracher entièrement la direction du mouvement à la bourgeoisie et à conduire les paysans sous le mot d'ordre de la révolution agraire, ainsi qu'à entraîner la petite bourgeoisie.

En d'autres termes, cela n'est possible que si une différenciation radicale s'effectue entre les classes au sein du mouvement d'émancipation nationale, différenciation qui a déjà commencé et qui s'approfondira de jour en jour. Craindre cette différenciation, défendre l'unité de front avec la bourgeoisie nationale, s'efforcer de ne pas effrayer les chefs de cette bourgeoisie, interpréter le front unique de la Révolution chinoise comme l'union du prolétariat avec la bourgeoisie, louanger le K.M.T. comme un Gouvernement du « Bloc des Quatre Classes » (Martinof, *Pravda*, 10 avril 1927), ce serait éteindre l'enthousiasme révolutionnaire des masses, rétrécir le programme de la Révolution, étendre celle-ci sur le lit de Procuste de la bourgeoisie et du menchévisme, renoncer en un mot aux perspectives du développement non-capitaliste, socialiste de la Chine.

Lénine, exposant au 2e Congrès de l'I.C. la perspective du développement non-capitaliste des pays arriérés, y rattachait le mot d'ordre des Soviets pour l'Orient et la propagande de la création à tout prix d'organisations communistes autonomes dans ces pays. Il disait :

« Non seulement nous devons former des noyaux indépendants de partis, non seulement nous devons procéder à la propagande de l'idée des Conseils paysans et adapter ces Conseils aux conditions particulières du régime pré-capitaliste, mais l'I.C. doit théoriquement déclarer qu'avec l'assistance du prolétariat des pays avancés, les nations arriérées pourront arriver à la forme soviétiste d'organisation, et, en passant par toute une suite de phases, arriver au commnunisme, en évitant toute période capitaliste. L'idée des Soviets est simple et peut être appliquée, non seulement à la société prolétarienne, mais aussi aux conditions de l'existence féodale et semi-féodale. Les Conseils paysans, les Conseils de ceux qui sont exploités, peuvent être une ressource, non seulement dans les pays capitalistes mais aussi dans une société pré-capitaliste. Et c'est le devoir absolu des communistes et de ceux qui se préparent à organiser des partis communistes, de propager l'idée des Conseils de paysans et des Conseils de travailleurs exploités en tous lieux, sans en excepter les pays arriérés et les colonies, ainsi que de faire des tentatives, partout où les circonstances le permettent pour créer des Conseils de paysans ou des Conseils de travailleurs ».

Il est d'ailleurs dit dans les thèses sur la question coloniale et nationale adoptées par le 2e Congrès de l'I.C. sur rapport de Lénine :

« Il est surtout nécessaire de soutenir dans les pays arriérés le mouvement paysan contre toutes les manifestations et contre tous les vestiges de la féodalité, et il faut s'efforcer de donner au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, en réunissant partout où c'est possible les paysans et tous les exploités en des Soviets, réaiisant ainsi l'union la plus étroite du prolétariat communiste de l'Europe occidentale et du mouvement révolutionnaire des paysans de l'Orient, des colonies et des pays arriérés en général ».

Nous souvenant de ces importantes indications données par Lénine au 2e Congrès de l'I.C., et tenant compte du vaste essor des masses laborieuses en Chine, qui a abouti à la prise de Shang-Haï et à l'extension du pouvoir du Gouvernement national, embrassant un territoire peuplé de 200 millions d'habitants, nous devons formuler dès maintenant pour la Chine le mot d'ordre des Soviets.

La Révolution chinoise arrive en ce moment au niveau où le mot d'ordre devient le mot d'ordre essentiel.

Quiconque parle du développement non-capitaliste de la Chine sans émettre après la prise de Schang-Haï par les ouvriers le mot d'ordre des Soviets, ne prend pas au sérieux ce qu'il dit au sujet du développement non-capitaliste de la Chine.

4° DE L'INDEPENDANCE DU MOUVEMENT PROLETARIEN DANS LES PAYS ARRIERES.

L'idée de l'indépendance du mouvement prolétarien et avant tout de celle de la formation de partis prolétariens indépendants, dans tous les pays arriérés, dans toutes les colonies et dans tous les pays semi-coloniaux, est une des idées essentielles de l'enseignement de Lénine sur la Révolution mondiale. Elle se rattache très étroitement à l'idée de la possibilité pour ces pays, d'éviter en des conditions favorables, le développement capitaliste. La lutte des pays arriérés, des colonies et des pays semi-coloniaux contre l'impérialisme, lutte qui a naturellement une grande importance dans le bilan d'ensemble des forces révolutionnaires mondiales, crée pour un certain temps la possibilité d'une action commune du prolétariat et des éléments non-prolétariens en des blocs et accords contre l'ennemi impérialiste commun.

Mais c'est justement la raison pour laquelle les communistes doivent souligner avec ténacité la nécessité de l'indépendance complète du mouvement prolétarien ou des éléments prolétariens du mouvement, sans qu'il soit nécessaire de parler de l'indépendance des partis communistes, laquelle ne saurait être mise en question. Il est dit à ce sujet dans les thèses de Lénine approuvées par le 2e Congrès de l'I.C., et qui ont gardé jusqu'à aujourd'hui toute leur force :

« Une lutte énergique s'impose contre le camouflage des mouvements révolutionnaires d'émancipation des pays arriérés, mouvements non-communistes que l'on pourrait camoufler en mouvements communistes. L'I.C. doit soutenir les mouvements révolutionnaires des colonies et des pays arriérés, mais à seule fin que les éléments des futurs partis prolétariens, partis communistes non seulement par leur appellation, soient groupés et éduqués dans tous les pays arriérés, dans la conscience de leurs tâches particulières, de leurs tâches de lutte contre les mouvements démocratiques, et soient éduqués ainsi au sein de leurs propres organisations. L'I.C. doit conclure des accords temporaires et même des alliances avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne pas se confondre avec elle et garder inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire. »

Le fond de la discussion entre bolcheviks et mencheviks se réduisit longtemps en fin de compte à ceci : Fallait-il créer un parti prolétarien tout à fait indépendant dans la Russie arriérée, et la classe ouvrière pouvait-elle avec son parti, assumer le rôle dirigeant dans la Révolution ? La politique des mencheviks le contestait en fait, et c'est ce qui contribua le plus à situer les mencheviks parmi les ennemis de la Révolution prolétarienne.

« Le parti bolchevik, disait Lénine, ne doit pas craindre de combattre l'ennemi commun aux côtés de la démocratie bourgeoise, à condition de ne confondre en aucun cas son organisation avec les autres organisations. Marcher séparément, combattre ensemble. Ne pas dissimuler les divergences d'intérêts, surveiller l'allié autant que l'ennemi. » (T. VI.)

Cette « condition obligatoire », nous n'avons pas le droit de la perdre de vue en Chine, sous peine de quitter le chemin du bolchevisme.

Nous pouvons dire du K.M.T., considéré comme un parti, ce que disaient Marx et Engels du parti démocrate petit-bourgeois d'Allemagne et de l'attitude de la classe ouvrière envers ce parti (en introduisant naturellement dans ces formules les modifications nécessaires) :

« L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire envers la démocratie petite-bourgeoise, la voici :

« 1. Il marche avec la démocratie petite-bourgeoise contre la réaction, le renversement de celle-ci étant son objectif ;

« 2. Il combat la démocratie petite-bourgeoise partout où elle pourrait s'affermir elle-même. » (Karl Marx, *Le Procès de Cologne.*)

« Le parti ouvrier peut très bien utiliser, sous certaines conditions, d'autres partis et fractions de parti, mais il ne doit se subordonner lui-même à aucun parti. » (Karl Marx, *Le Procès de Cologne.*)

« Les ouvriers doivent, à côté des nouveaux gouvernements officiels, établir leur propre gouvernement ouvrier révolutionnaire, que ce soit sous la forme de conseils communaux, de municipalités, de comités ouvriers, de sorte que les gouvernements bourgeois démocratiques, perdant l'appui des ouvriers, se verront ainsi dès le début placés sous le contrôle d'autorités soutenues par toute la masse ouvrière. La défiance doit en un mot se diriger, dès la minute même de la victoire, non vers le parti réactionnaire vaincu, mais vers les alliés d'hier du prolétariat, vers le parti qui voudrait recueillir seul les fruits de la victoire commune... L'armement du prolétariat entier au moyen de fusils, de canons, de munitions, doit s'accomplir sans délai, et il faut combattre le rétablissement de l'ancienne milice anti-ouvrière. Les ouvriers ne doivent pas, en présentant des candidatures à côté des candidatures de la démocratie bourgeoise, se laisser séduire par aucune phrase démocratique, ni impressionner par exemple par l'affirmation que l'on scinde ainsi la démocratie, en procurant du même coup à la réaction une possibilité de victoire. Dans toutes ces phrases, le fond est toujours le même, et c'est qu'à la fin, le prolétariat est toujours roulé... Mais, au contraire, les ouvriers doivent faire davantage eux-mêmes pour leur victoire finale, en s'instruisant sur leurs intérêts de classe, en adoptant aussitôt que possible une attitude indépendante, en ne se laissant pas une minute détourner par les phrases hypocrites de la démocratie petite bourgeoise de l'organisation de leur parti indépendant. » (Karl Marx, *Le Procès de Cologne*).

Tels sont les principes généraux dont les communistes doivent s'inspirer pour résoudre les questions les plus importantes de la Révolution chinoise, et plus particulièrement celles des rapports entre le parti communiste et le K.M.T.

5° LA BOURGEOISIE CHINOISE ET SON ROLE ACTUEL DANS LA REVOLUTION.

Le problème essentiel de la Révolution chinoise, c'est celui-ci : quelle classe entraînera les paysans ?

La bourgeoisie chinoise peut-elle les entraîner ?

La bourgeoisie chinoise n'est pas homogène : c'est surtout une bourgeoisie commerçante renforcée d'usuriers. Diverses causes, et en premier lieu le fait que le capital étranger a dans une large mesure entravé le développement de cette bourgeoisie, font que les capitaux accumulés dans le commerce se sont orientés vers l'agriculture, maintenant ainsi les racines féodales de l'exploitation féodale du paysan chinois.

Dans certaines contrées, les commerçants sont propriétaires de 75 0/0 des terres cultivées. Les usuriers prélèvent sur les paysans des intérêts de 120 à 360 0/0 par an. Le capital commercial domine les industries de la campagne, et d'abord celle du tissage à domicile qui joue en Chine un très grand rôle. Le propriétaire foncier, usant de méthodes féodales d'exploitation, se présente à la ville comme un commerçant lié aux autres milieux de la bourgeoisie chinoise. Mais la guerre civile a commencé dans les campagnes. Les paysans forment leurs Unions qui groupent déjà près de 5 millions de membres, forment leurs détachements armés de défense, et déjà combattent parfois, les armes à la main les propriétaires et la gentry, souvent étroitement unis et servis par leurs troupes armées de « Mintouan ».

Ainsi, la guerre civile dans les campagnes est déjà un fait, et l'on ne peut douter qu'elle ne doive étendre son front dans un avenir rapproché. Et dans cette guerre civile, des couches importantes de la bourgeoisie commerçante des villes, sans parler des propriétaires fonciers, sont déjà de l'autre côté de la barricade, groupés autour du K.M.T. de droite.

La ville est le théâtre d'une lutte chaque jour intensifiée entre le prolétariat et la bourgeoisie industrielle indigène. Cette lutte se traduit par des grèves d'une grande ampleur. Dans les deux premiers mois qui suivirent l'occupation de Ouhan par l'armée nationale révolutionnaire, 200.000 ouvriers y furent en grève, n'obtenant alors que des journées de 13 heures au lieu de 17, et de 10 h. 1/2 au lieu de 11.

Le développement des grèves à Canton en est presque arrivé à la grève générale.

Les syndicats s'organisent de plus en plus fortement sous la pression de la classe ouvrière. La bourgeoisie s'écarte de la Révolution nationale, s'alliant aux propriétaires fonciers et s'acheminant vers un compromis avec l'impérialisme étranger, car elle est tentée de s'allier à lui contre le mouvement ouvrier et paysan.

La grande bourgeoisie chinoise ne peut pas résoudre la question agraire, elle ne peut pas entraîner les paysans derrière elle, car elle est elle-même attachée dans une large mesure à la grande propriété foncière, car elle est politiquement unie à la classe des propriétaires fonciers, ce qui veut dire qu'elle ne peut pas conduire les paysans et mener la Révolution de l'avant. La bourgeoisie chinoise devient, au fur et à mesure que se développe le mouvement ouvrier et paysan, un facteur contre-révolutionnaire.

La crise du Gouvernement et du C.C. du K.M.T. commence à traduire politiquement la guerre civile des campagnes et la lutte de classe des villes. Le Gouvernement national-révolutionnaire ne peut être que partie belligérante dans cette lutte, c'est-à-dire qu'il doit être ou le Gouvernement de la classe ouvrière et des pauvres gens des villes, et par conséquent un gouvernement anti-impérialiste, ou le Gouvernement des propriétaires, de la bourgeoisie, c'est-à-dire le Gouvernement du compromis avec l'impérialisme étranger.

6° QU'EST-CE QUE LE KUOMINTANG ?

Il faut s'en rendre un compte exact afin d'éviter les plus grandes fautes.

La réorganisation du K.M.T. commence en 1922, à l'époque où les communistes y entrent. Elle s'exprime par le Congrès de réorganisation du K.M.T. qui a lieu en janvier 1924. Dès lors, l'évolution à gauche du K.M.T. s'exprime par une tentative de s'appuyer sur les masses ouvrières, paysannes et sur les pauvres des villes. Et cela provoque le soulèvement de la bourgeoisie cantonaise : Les Tigres de papier. Vaincue avec l'aide des paysans, cette bourgeoisie voit les travailleurs entrer en masse dans le K.M.T. où les ouvriers et les paysans sont alors en majorité. L'organisation cantonaise du K.M.T. avait en décembre 1926 150.000 membres, dont 32.000 ouvriers, 30.000 étudiants et 64.000 paysans. Si l'on retranche quelque 25 0/0 de paysans qui sont en réalité des propriétaires et de la gentry, il nous reste encore une majorité absolue d'éléments de gauche. Mais ces éléments ne dirigent pas le K.M.T. Celui-ci est dirigé par la minorité bourgeoise de droite appuyée sur le commandement de l'armée nationale-révolutionnaire, armée grâce à laquelle la droite du K.M.T. gouverne encore sur le territoire occupé par les troupes sudistes. Alors, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers vont jusqu'à dissoudre les Comités du K.M.T. dont la politique ne leur donne pas toute satisfaction. C'est le coup de force de Li-Ti-Tsin à Canton. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers ne se contentent donc pas de s'emparer de l'appareil gouvernemental. C'est ainsi que le K.M.T. devient sous la direction des éléments de droite une organisation amorphe. Les assemblées du parti ne se réunissent presque jamais et ne discutent ni l'action politique, ni l'organisation de l'État. Les membres du K.M.T. n'ont aucun moyen d'influencer la politique des autorités. De sorte que le K.M.T. est dans son ensemble un parti en état d'opposition vis-à-vis de sa droite qui le dirige et détient le pouvoir. Les communistes chinois, s'appuyant dans une large mesure sur cette majorité de gauche et demeurant comme par le passé dans le K.M.T., doivent avec cette majorité renverser les droitiers et les chasser, tant du pouvoir que du K.M.T. Cette épuration dépend de l'armement des ouvriers et des paysans, la droite du K.M.T. appuyée par le commandement de l'armée nationale-révolutionnaire devant sans nul doute s'opposer les armes à la main à toute tentative de prise du pouvoir par la gauche dans l'État comme dans le K.M.T. Jusqu'à présent, les piquets ouvriers ne sont pas armés ou sont désarmés par les autorités,

comme à Canton. Et les Unions paysannes ne sont souvent armées que de bambous. Il faut du temps pour armer les travailleurs. Aussi s'impose-t-il de manœuvrer jusqu'au moment où la Révolution sera mieux armée. Ces manœuvres revêtent pour le moment dans les sphères dirigeantes la forme de l'appui donné à Tan-Chen-Tchi contre Chang-Kai-Chek. De telles manœuvres sont inévitables. Mais Tan-Chen-Tchi ne résoudra rien quant à l'évolution à gauche du Gouvernement, car il est un général encore plus réactionnaire, que Chang-Kai-Chek, un gros propriétaire foncier attaché à l'impérialisme japonais et venu au K.M.T. en 1926.

La doctrine de Sun-Yat-Sen constitue l'idéologie officielle du K.M.T. Lénine la définissait comme une sorte de populisme chinois (d'une comparaison avec les S.-R. populiste de Russie). En effet, le Sun-Yat-Senisme pur n'est qu'une doctrine populiste adaptée à la Chine et à laquelle s'ajoute le nationalisme. Lénine appelait le parti de Sun-Yat-Sen un parti libéral. Le Sun-Yat-Sénisme est la doctrine chinoise du socialisme révolutionnaire, tel qu'il fut en Russie, plus le nationalisme, plus la bourgeoisie constitutionnelle démocrate. A la différence des mencheviks, Lénine ne voyait pas seulement dans le populisme russe sa nature petite bourgeoise et réactionnaire (c'était un socialisme de petit bourgeois russe), mais il voyait aussi son caractère progressif d'idéologie démocrate petite bourgeoise, dans la mesure où il exprimait la révolution agraire en préparation en Russie. Il faut dire la même chose du Sun-Yat-Sénisme. Nous ne devons pas seulement voir sa nature petite bourgeoise nationale réactionnaire et « socialiste ». Nous devons aussi reconnaître son caractère démocratique et progressif. Le Sun-Yat-Sénisme exprime avant tout la tendance à l'unité nationale de la Chine, puis dans une certaine mesure la tendance à la Révolution paysanne. Ce mouvement national devient de plus en plus un mouvement paysan. Mais les intellectuels jouent un grand rôle dans le Sun-Yat-Sénisme, de même qu'ils en jouèrent un dans le populisme russe, et il subsiste dans le K.M.T. une aile influente représentant les intérêts de la bourgeoisie nationale.

Sun-Yat-Sen fonda en 1894 la *Ligue pour la Rénovation de la Chine*. Ce parti fut presque exclusivement bourgeois. Sun-Yat-Sen fondait en 1905 un nouveau parti, le Tou-Men-Fou, qui recherchait déjà dans une certaine mesure l'appui des paysans. En 1911, peu de temps avant la première révolution chinoise, Sun-Yat-Sen jetait les bases du parti national-révolutionnaire, du K.M.T. actuel. Il y faisait entrer la bourgeoisie libérale, les intellectuels, la petite bourgeoisie des villes, les artisans, et il recherchait des appuis dans la classe ouvrière et parmi les paysans.

Démocrate sincère, dévoué aux masses opprimées, Sun-Yat-Sen n'accorda pourtant que peu de place dans son enseignement à la classe ouvrière. Il fut pendant de longues années un admirateur enthousiaste de la démocratie américaine, voyant son idéal dans le Président Lincoln, et déclarant que l'organisation par l'impérialisme américain des îles Hawaï était à peu près édénique.

La doctrine de Sun-Yat-Sen n'approfondit pas davantage la question paysanne.

Ce n'est que dans les deux dernières années de sa vie que Sun-Yat-Sen, subissant l'influence de la Révolution russe et du développement de la classe ouvrière chinoise, consacra une plus grande attention au mouvement ouvrier et se convainquit que ce mouvement jouerait un grand rôle dans la Révolution chinoise.

Les trois principes fondamentaux du Sun-Yat-Sénisme sont comme on le sait : 1. Nationalisme, 2. Démocratie, 3. Socialisme d'Etat. Au total, ils représentent le socialisme brumeux de la petite bourgeoisie.

Il va de soi que cette idéologie petite-bourgeoise ne peut à aucun titre être celle du prolétariat chinois dont l'avant-garde se place déjà sur la plateforme du marxisme-léninisme. On peut et on doit rendre justice à la mémoire de Sun-Yat-Sen, révolutionnaire sincère, qui rendit des services inappréciables au mouvement d'émancipation nationale. On peut et on doit le considérer comme l'allié de la Révolution prolétarienne dans une phase déterminée du mouvement chinois. Mais il faut voir nettement que le Sun-Yat-Sénisme ne peut pas être l'idéologie du prolétariat chinois, le marxisme-léninisme devant être cette idéologie. L'alternative est : Marxisme ou Sun-Yat-Sénisme ?

Qu'est-ce que le K.M.T. comme organisation politique ? Qu'est-ce que le mouvement national ? Que sont les armées nationales ?

On dit souvent que les armées nationales actuelles sont des armées rouges. Ce n'est pas vrai. Elles ne peuvent être comparées, ni aux gardes rouges de notre révolution, ni à l'armée rouge, car elles ne sont formées ni d'unités prolétariennes telles que les gardes rouges, ni de masses paysannes dirigées par des ouvriers et par le parti prolétarien, comme notre armée rouge. Les armées nationales sont d'une composition très hétérogène. Leur noyau cantonais a été grossi par les formations mal organisées qui s'y sont jointes. Sur 40 corps actuels, 35 sont passés aux sudistes au cours de la lutte. Ces armées sont formées de mercenaires et ne comprennent que peu de volontaires. La situation générale en a fait d'excellentes armées paysannes, révolutionnaires et combatives. Le rôle des cadres y est d'une importance exceptionnelle. Et ces cadres ne peuvent inspirer justement que peu de confiance. Le commandement est le plus souvent formé d'hommes appartenant à la bourgeoisie et à la propriété foncière. Beaucoup de chefs étaient encore récemment au service des nordistes. Les communistes ne sont dans l'armée qu'une poignée. Le commandant en chef, Chang-Kaï-Chek est un droitier attaché aux éléments bourgeois du K.M.T., et il s'est maintes fois manifesté comme un ennemi du mouvement prolétarien, comme un homme capable de trahir la Révolution chinoise.

Sa dernière déclaration, en mars 1927, dans laquelle on a voulu voir la victoire des communistes et de la gauche du K.M.T. n'est qu'une manœuvre diplomatique. Il tient le même langage que tenait Kerensky à de certains moments vis-à-vis du C.C. du parti S.-R., lorsque ce dernier s'efforçait encore de garder une attitude centriste. Mais Chang-Kaï-Chek dispose d'une force beaucoup plus réelle que ne l'était à l'époque celle de Kerensky.

(Ce chapitre était écrit avant la trahison de Chang-Kaï-Chek.)

Le premier coup de force de Chang-Kaï-Chek, celui du 20 mars 1926, ne fut pas une lutte d'amour-propre entre Chang-Kaï-Chek et Wan-Tin-Wei, comme se le représentent les petits-bourgeois, mais il fut un aspect de la lutte des classes. La victoire de Chang-Kaï-Chek procura la victoire à la réaction dans le Kouan-Toung. Les détachements armés de la contre-révolution, les Mintouan, se mirent à assaillir et à désarmer les paysans. Les anciens fonctionnaires furent réintégrés, les ouvriers furent malmenés.

Le Gouvernement national a été jusqu'aux tout derniers jours l'instrument des généraux. La pression des masses tempère seule ces tendances réactionnaires et y fait entrer des éléments plus ou moins radicaux (le ministre des Affaires étrangères Eugène Chen est une sorte de socialiste fabien). Le Gouvernement national prend souvent l'offensive contre le mouvement ouvrier et paysan, réprime les grèves, étouffe parfois le mouvement paysan, l'entrave, dissout les sociétés et les ligues, arrête les militants, s'efforce de confondre le mouvement paysan avec le banditisme, soutient contre les ouvriers les organisations de jaunes, repousse les revendications élémentaires des paysans. N'accordant rien aux paysans, il s'évertue en même temps à les empêcher de devenir une force par eux-mêmes. Jusqu'en 1925, la grande bourgeoisie joue le premier rôle dans le Gouvernement national. Canton fut jusqu'à ces tout derniers temps la principale base du mouvement national. Le Gouvernement national s'y était établi depuis longtemps. Aussi est-il important de connaître son attitude à l'égard du mouvement ouvrier cantonais. Depuis 1917, le salaire réel des ouvriers cantonais a baissé de moitié environ. Il varie en moyenne entre 2 et 10 dollars par mois. Une petite aristocratie ouvrière peu importante par rapport aux 200.000 ouvriers de Canton gagne de 15 à 37 dollars par mois. Cette aristocratie ouvrière est justement formée par le syndicat des mécaniciens qui s'abstient d'adhérer à la Confédération des syndicats de lutte de classe et suit la droite du K.M.T.

Le Gouvernement exige des ouvriers au nom de la paix sociale qu'ils s'abstiennent de faire des grèves à l'arrière des armées nationales-révolutionnaires et soumettent tous les conflits économiques à l'arbitrage gouvernemental. Les ouvriers cantonais y ont volontiers consenti. Mais l'arbitrage a surtout joué en faveur des patrons. Le Bureau gouvernemental du travail faisait traîner en longueur ses décisions d'arbitrage, prenant ainsi les grévistes par la faim, à moins qu'il ne se rangeât délibérément du côté des capitalistes. Le K.M.T. a une section ouvrière et une section commerçante. La bourgeoisie exerce son influence sur celle-ci et réussit habituellement à mettre de son côté les organes officiels du K.M.T.

Il en fut ainsi du temps de Sun-Yat-Sen. Il en est ainsi maintenant à plus forte raison.

Sous prétexte de résister à une prétendue terreur rouge, la bourgeoisie organise des bandes armées. Il s'est même produit tout récemment des cas de lynchage d'ouvriers par les patrons. Sans compter naturellement des cas de licenciement du personnel. Le Gouvernement national de Canton, non content de fermer la plupart du temps les yeux sur ces exploits, a encouragé la formation d'organisations jaunes, créées par d'anciens leaders ouvriers passés au patronat. Le Gouvernement national de Canton s'est opposé à l'armement des ouvriers. Le 6 août 1926, le commandant en chef des armées nationales révolutionnaires Chang-Kai-Chek ordonnait le désarmement des ouvriers ainsi que l'arrestation et la comparution en Conseil de guerre de ceux qui useraient de leurs armes contre les mercenaires des capitalistes. En décembre 1926, après le départ du Gouvernement et du C.C. du K.M.T. pour Ouhan, un édit semblable fut publié et l'on se mit à désarmer énergiquement les ouvriers en mobilisant les troupes pour cette besogne.

Après le départ du Gouvernement de Canton, le général « révolutionnaire » Li-Ti-Tsin dissout le Comité cantonais du K.M.T. au sein duquel la Gauche exerçait une trop forte influence et il désigne en fait un Comité de droite. Les ouvriers en sont partis. Mais il y a encore des communistes dans le Comité. Et le général « révolutionnaire » organise une réception solennelle de la délégation de l'I.C. qui arrive à Canton !

La police du Gouvernement national a très fréquemment défendu les syndicats jaunes contre les vrais syndicats ouvriers. Le patronat, protégé par la police, a maintes fois réprimé les grèves. En octobre 1926, un détachement du 25e régiment de la 3e armée faisait de nuit irruption dans les ateliers du chemin de fer et ouvrait le feu sur les ouvriers, couchant sur le carreau des morts et des blessés.

Cet « incident » se rattache à un conflit économique dans lequel la provocation des droitiers du K.M.T. joua un rôle important.

Ce qui se passait à Canton, se passait sur tout le territoire occupé par l'armée nationale. Les Gouvernements provinciaux imitaient le Gouvernement cantonais. En juillet, des communistes sont arrêtés et fusillés à Ou-Tchéou, province de Kouang-Si. On accusait le grévistes de désorganiser l'arrière pendant la cam-

pagne du Nord. Trois ouvriers qui avaient participé à la grève de Hong-Kong furent fusillés.

Les organisations paysannes sont traitées de même. A Toung-Yan-Sen, une formation défensive de paysans est détruite.

Dans la province de Hounan, plusieurs cas de dissolution des organisations paysannes se produisent en octobre et novembre 1926. A Ma-Tchin-Ten, il y a dix tués au cours de la répression d'une manifestation ouvrière et paysanne. A Houan, l'un des chefs de l'organisation paysanne que l'on est en train de détruire est pendu.

La droite du K.M.T. occupe en fait les fonctions les plus importantes dans le Gouvernement et dans l'armée, et elle en use contre le mouvement ouvrier et paysan. En divers endroits, les chefs de district et les commandants de troupes ont agi de concert contre les ouvriers, avec la tolérance des tribunaux et de la presse du K.M.T.

Le pouvoir exige l'exclusion de la politique du programme des associations paysannes. Les organisations paysannes sont souvent qualifiées de bandes de brigands. On peut lire dans les organes du K.M.T. les déclarations suivantes :

« D'où vient aujourd'hui le malheur ? Nous pensons qu'il vient des organisations paysannes de brigands ou mêlées de brigands... et nous espérons que des mesures énergiques seront prises contre elles. » (*Les Droits de l'Homme*, juillet 1926.)

« Les organisations paysannes troublent les esprits et la tranquillité des campagnes et ne font que cela. » (*Gazette républicaine*, 17 juillet 1926. Article de fond.)

La gazette *Gokhoua* attaque aussi les organisations paysannes.

Du vivant de Sun-Yat-Sen, il fut décidé de diminuer de 25 % les fermages. Mais cette mesure n'a pas encore été appliquée, tout l'appareil du Gouvernement national et du K.M.T. étant attaché par des milliers de liens à la bourgeoisie et par son intermédiaire aux propriétaires fonciers.

Au cours de ces derniers temps, le Gouvernement national a poursuivi vis-à-vis des ouvriers une politique inadmissible. Le 5 janvier 1927, le Gouvernement de Canton, agissant avec l'assentiment du K.M.T. publiait une nouvelle loi sur les grèves, interdisant aux ouvriers de participer armés aux manifestations, interdisant partiellement l'usage des piquets ouvriers, et instituant l'arbitrage obligatoire dans presque toutes les industries. Or, les délégués du Gouvernement ont maintes fois prononcé en qualité d'arbitres en faveur de la bourgeoisie contre les ouvriers, ou en faveur des négociants contre les commis. On a vu à Hang-Kéou, une école militaire de Chang-Kai-Chek dissoudre des organisations ouvrières, etc... L'existence même des syndicats ouvriers n'est pas encore nettement reconnue et les organisations ouvrières peuvent être à Canton et ailleurs considérées comme des organisations illégales.

Loin d'assurer à l'ouvrier la journée de huit heures, la Révolution ne lui a pas procuré un seul jour de repos par semaine. Elle ne lui a pas davantage donné de législation sociale. Le maître et le fabricant peuvent encore infliger au coolie des châtiments corporels. Et la situation des ouvriers d'industrie est à peine meilleure que celle des coolies.

Voilà ce qu'il en est de la question ouvrière.

Le K.M.T. compte formellement jusqu'à 300.000 membres. Les fonctionnaires gouvernementaux appartiennent de droit au K.M.T. L'organisation de ce dernier est tout à fait indéfinie. Nul ne peut dire exactement où elle commence et où elle finit. L'influence des membres sur la politique des dirigeants est très faible. Et les dirigeants disposant d'un pouvoir très étendu ne peuvent inspirer aucune confiance politique.

En réalité, Chang-Kai-Chek et les généraux disposent d'un pouvoir presque illimité.

Peut-être la réorganisation du K.M.T., décidée par le dernier Plénum de son C. C. aura-t-elle pour effet une certaine amélioration. Mais il faut constater que l'on a créé à côté du Bureau politique un Comité spécial pourvu de pouvoirs aussi étendus qu'indéfinis.

Dans les questions sociales, le C.C. du K.M.T. a souvent fait une politique rappelant celle du parti constitutionnel démocrate de l'ancienne Russie. Il n'a procuré aux ouvriers et aux paysans que d'infimes améliorations économiques. La législation politique du K.M.T. est tout aussi avare et pénétrée de principes bourgeois.

Notre presse communiste, et celle de notre parti de l'U.R.S.S. plus particulièrement, ont malheureusement jusqu'à présent dissimulé la nature véritable du K.M.T. On a dit et on dit chez nous que le Gouvernement du K.M.T. est le Gouvernement du « Bloc des Quatre Classes », etc.

Comme si le marxisme était révoqué en Chine, et comme si un Gouvernement situé au-dessus des classes pouvait exister ! Le lecteur de notre presse devait être amené à considérer les membres du K.M.T. comme étant presque des communistes avec lesquels nous n'avons que des divergences secondaires, et ils devaient être amenés à croire que ce qui se passe en Chine est presque une Révolution socialiste. Notre presse de l'U.R.S.S. n'a pas dit un mot du coup d'Etat du 20 mars 1926 perpétré à Canton par Chang-Kai-Chek, qui fit arrêter ce jour-là les communistes russes. Les ouvriers de l'U.R.S.S. ni le prolétariat international n'ont rien su de cet événement. Ce n'est que tout dernièrement, en mars 1927 que la revue du C.E. de l'I.C. a publié un premier article, levant plus ou moins le rideau sur ce qui se passe dans le K.M.T. Nous lisons dans cet éditorial :

« Au sein du Gouvernement national, le pouvoir appartient au Centre et le Centre a le plus souvent penché à droite au cours de ces derniers temps. Cela est encore plus vrai en ce qui concerne les Gouvernements provinciaux du Sud... Les droitiers du K.M.T. comprennent des hommes d'Etat connus, des représentants de la bourgeoisie, etc... Leur passé, leur présent, leurs relations sociales et politiques, les prédisposent à conclure des marchés avec les impérialistes, et en font des adversaires des grandes réformes sociales, des adversaires du développement du mouvement ouvrier et paysan. » (*L'Internationale Communiste*, nº 11.)

Nous lisons dans le même article que le développement du mouvement ouvrier est pour le Gouvernement national une cause de soucis et que ce Gouvernement édicte des lois dirigées en réalité contre le droit de grève.

Si, après cela, l'éditorial de l'*Internationale Communiste* déclare que la direction du K.M.T. souffre en ce moment de la pénurie du sang ouvrier et paysan, que le parti communiste doit lui procurer ce sang, et qu'alors la situation changera de façon radicale, ce diagnostic original et cette façon singulière de traiter l'anémie attestent seulement l'attitude profondément erronée de la rédaction de notre revue.

Les récentes victoires des troupes nationales ont sensiblement élargi le territoire du K.M.T. en y faisant entrer Hang-Kéou et Chang-Haï, deux centres pourvus d'une population ouvrière nombreuse. Il peut en résulter dans des conditions favorables, un renforcement de la Gauche du K.M.T. Mais on aperçoit dès maintenant un renforcement parallèle de sa droite. Une partie de la bourgeoisie révise en ce moment, en plein accord avec les impérialistes étrangers, son attitude envers le K.M.T., passe au K.M.T., s'efforce d'y entrer, de s'y mettre en tête, afin justement que le K.M.T. finisse par n'avoir plus de tête.

« La bourgeoisie adhère au K.M.T. auquel adhèrent aussi les cadres des troupes admises dans l'armée révolutionnaire. La droite se fortifie grandement du fait de ces adhésions. Ne pouvant compter sur les masses, la droite est forte de son étroite liaison avec l'appareil de l'Etat et de l'Armée. » (Article de Heller, représentant de l'I.S.R. en Chine.)

« En ce moment, la gauche du K.M.T. est plus forte que la droite. Mais on ne peut pas perdre de vue que les troupes cantonnaises se sont grossies du fait de leur victoire, de quantité de compagnons de route dont il serait facile de tirer parti contre les masses ouvrières et paysannes, si le parti communiste de la Gauche révolutionnaire du K.M.T. manquaient un instant de vigilance », écrit Raffès. — (Raffès : *La Révolution en Chine*, p. 121.)

Raffès, Raffès lui-même, qui, de même que Martinof, tombe visiblement, pour ce qui est des affaires de Chine, dans le menchévisme.

Comparer le K.M.T. aux Soviets des Ouvriers et des Soldats russes de février 1917, et l'adhésion des communistes chinois au K.M.T., à la participation des communistes russes aux Soviets de 1917, c'est commettre une erreur grossière. D'abord, le K.M.T. ne compte que 300.000 membres sur une population de 400 millions d'âmes, tandis que des dizaines de millions d'hommes étaient représentés dans les Soviets de 1917. En second lieu, les bolcheviks en entrant dans les Soviets, y maintenaient l'indépendance complète de leur propre parti, ce qui n'est pas le cas en Chine. En troisième lieu, si le K.M.T. c'est la même chose que les Soviets, pourquoi donc alors faire objection au mot d'ordre des Soviets en Chine?

« Le K.M.T. est quelque chose d'intermédiaire entre le Parti et les Soviets », disait Boukharine à l'Assemblée des membres actifs de l'organisation de Moscou, le 4 avril 1927.

« Le K.M.T. est quelque chose comme un Parlement révolutionnaire dont le C. C. serait le Bureau », disait Staline à la même réunion. Et il ajoutait : « Chang-Kai-Chek dépasse d'une tête entière les Tseretelli et les Kerensky, étant contraint par les circonstances à combattre les impérialistes. »

Ces assertions sont erronées. Si le K.M.T. tenait le milieu entre le parti et les Soviets, pourquoi donc alors n'admettrait-il pas le mot d'ordre des Soviets ? Or, les chefs actuels du K.M.T. en seront certainement les adversaires.

Si le K.M.T. est un Parlement révolutionnaire, la lutte des partis y est inévitable et nécessaire. Alors, pourquoi le P.C. ne jouirait-il pas dans ce Parlement révolutionnaire d'une complète indépendance d'organisation ?

Usant de comparaisons russes, nous dirons que le K.M.T. peut plutôt être comparé à l'ancien parti S.R., du temps où ce parti était encore progressiste, à l'ancien parti S.R. auquel s'ajouterait une partie des cadets de gauche.

Mais, le plus juste serait de comparer le K.M.T. actuel au parti kémaliste de 1920. Ce parti se donnait des allures révolutionnaires, presque bolcheviques. Il flirtait avec les ouvriers, adressait des appels aux masses paysannes, admettait la collaboration avec les communistes, appelait son Gouvernement un Conseil des Commissaires du Peuple, etc. Mais, le moment venu, il mit les communistes hors la loi, non sans avoir égorgé quelques-uns de leurs chefs (ex.: l'assassinat de Soubkhi, etc.) Et il forma un Gouvernement national qui fit une politique intérieure conservatrice.

La Turquie et la Chine sont naturellement des pays très différents. La Chine a une classe ouvrière nombreuse, capable de jouer un grand rôle révolutionnaire. Il ne faut pas l'oublier un seul instant. Mais ce rôle, la classe ouvrière ne le jouera que lorsqu'elle sera devenue une force autonome, lorsqu'elle aura cessé d'être une annexe du K.M.T. Les destinées du K.M.T. pourront alors, si nous usons d'une tactique juste, être alors très différentes de celles du parti kémaliste. Les éléments de gauche sont souvent très sincèrement partisans de l'alliance avec le prolétariat et avec les paysans. Avec une juste tactique de notre part, ils rompraient définitivement avec la droite, et ils pourraient ainsi

constituer une organisation de masse susceptible de jouer un grand rôle révolutionnaire. Mais, l'expérience historique du parti kemaliste ne doit pas être perdue pour nous.

Les impérialistes se demandent : « La Chine suivra-t-elle l'exemple de la Turquie et de Kemal Pacha, ou celui de Lénine et de la Révolution bolchevique? »

(*Le Times de Pékin et de Tien-Tsin*, 6 *mars* 1927.)

Une semblable évolution du K.M.T., c'est-à-dire la victoire de sa droite et l'accord de celle-ci commandée par Chang-Kai-Chek ou quelqu'autre avec l'impérialisme américain ou avec les impérialismes anglais et américains, constituerait un immense danger pour la Révolution mondiale et plus particulièrement pour l'U.R.S.S. Cette issue créerait une situation plus difficile que celle qui existait avant la prise de Shanghaï. Les marchés chinois seraient ouverts à la conquête pacifique de l'impérialisme international. Et cela contribuerait à affermir la stabilisation capitaliste. Cela permettrait à l'impérialisme anglais d'avoir les mains plus libres pour hâter le moment de l'agression impérialiste internationale contre l'U.R.S.S.

Il faut voir ce danger.

Aussi, est-il rigoureusement nécessaire de se dire à soi-même et de dire à la classe ouvrière toute la vérité sur le K.M.T., de tenir le prolétariat international bien au courant, et de ne point tenter de donner des solutions diplomatiques à des questions ressortissant en réalité de la lutte des classes. Il faut savoir opposer, dans l'intérêt de la Révolution, un général à l'autre. Mais le jeu des antagonismes et des rivalités entre généraux ne peut pas remplacer la politique des classes. C'est vers les masses que nous devons nous orienter. De même que la lutte entre S.R. de droite et S.R. de gauche eut en son temps une immense importance pour la Révolution russe, de même la lutte entre la droite et la gauche du K.M.T. est un fait capital. Mais, nous avons besoin, dans tous les cas, d'un parti communiste indépendant de la droite comme de la gauche du K.M.T.

7. — LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

C'est, en somme, un parti très jeune. Il ne s'est mis à grandir très rapidement qu'après la grève politique de Shangaï qui dura quatre mois, de juillet à octobre 1925, et après la grève-boycott de Hong-Kong qui, à partir de juin 1925, dura presque un an et demi. Le parti communiste chinois compte, en ce moment, 15.000 membres et l'Union des Jeunesses communistes en compte autant. Mais les syndicats chinois comptent près d'un million et demi d'ouvriers, et le jeune parti communiste chinois exerce sur eux une forte influence. Il exerce aussi une certaine influence sur les Associations paysannes qui se développent rapidement et qui se développeraient encore plus rapidement si les circonstances leur étaient favorables et si l'on usait, à leur égard, d'une politique juste.

Le P.C.C. adhère au K.M.T. à des conditions tout à fait indéfinies. Il s'engage à ne point critiquer le Sun-Yat-Sénisme, qui n'a rien à voir avec le marxisme.

Un télégramme de *Tass* du 24 mars 1927, qui n'a pas été publié dans notre presse, nous informe que le Plénum du K.M.T. prenait le 13 mars dernier, la décision suivante :

« Les organes du P.C.C. ne doivent rien publier qui soit contraire à la collaboration du P.C.C. avec le K.M.T. »

C'était, en réalité, l'interdiction faite au P.C.C. de critiquer le K.M.T. Le P.C.C. ne doit pas souscrire à de telles obligations.

A vrai dire, les organisations communistes n'ont pas de contours bien définis. Les communistes partagent, aux yeux du peuple, la responsabilité de toutes les actions du K.M.T., les actions dirigées contre les ouvriers et les paysans, y compris, puisqu'ils s'abstiennent de toute critique sévère du K.M.T. Dans l'agitation parmi les masses, c'est presque toujours au nom du K.M.T., et non pas au nom de leur propre parti que parlent les communistes. De cette manière, le P.C.C., dans son contact avec les masses, perd sa physionomie propre. En dépit de l'immense ampleur des événements, le P.C.C. n'a pas encore d'organe quotidien, ni de presse bolchevique un tant soit peu répandue, bien qu'il ait déjà des ministres au Gouvernement national. Le défaut d'un organe quotidien signifie en réalité le défaut d'un Centre d'organisation. En un mot, le P.C.C. devient en fait une annexe du K.M.T. Cela est si vrai qu'il y a, même dans le P.C.C., « des hommes qui ne croient pas possible le développement dans les campagnes, craignant que la participation des paysans à la Révolution n'ait pour conséquence une rupture du front anti-impérialiste. »

(*Staline 7e Exécutif élargi.*)

La dépendance du P.C.C. vis-à-vis du K.M.T. met notre parti dans l'impossibilité de remplir son devoir à l'égard des ouvriers et des paysans.

La politique du P.C.C. représente une courbe des plus sinueuse. Son orientation fondamentale manque de netteté et de fermeté. Le Plénum du C.C. du P.C.C. adoptait par exemple en juin 1926 la résolution suivante :

« Le peuple chinois exige que ses souffrances soient soulagées. Ce n'est pas du bolchevisme. On pourrait dire cependant que c'est du bolchevisme au nom de notre peuple, mais pas au nom du communisme...

« La bourgeoisie ne comprend pas que le minimum de lutte de classe qui se manifeste par l'organisation des ouvriers et par les grèves, ne diminue nullement la combativité des forces anti-impérialistes et anti-militaristes. Elle ne comprend pas en outre que la prospérité de la bourgeoisie chinoise dépend du succès de sa lutte commune avec le prolétariat contre les impérialistes et les militaristes, et non de la continuation de la lutte de classe du prolétariat. »

Ce point de vue n'a rien de bolchevik. C'est en réalité un point de vue menchévique. Avec un parti communiste faisant une politique semblable, la défaite de la classe ouvrière dans la Révolution chinoise est assurée. Mais à côté de cette tendance d'extrême-droite, nous voyons chez les communistes chinois des tendances d'extrême-gauche. Il y a des déclarations telles que celles-ci :

« Le K.M.T. est mort le 20 mars 1926, il pourrit à partir du 15 mai. Pourquoi garder entre nos mains les restes de ce cadavre ? »

(*Internationale Communiste, n°* 11.)

Les déclarations de ce genre sont évidemment erronées Le K.M.T. ne pouvait pas mourir en tant qu'organisation communiste, n'ayant jamais été une organisation communiste. Organisation de la petite bourgeoisie autour d'un noyau bourgeois, il n'est nullement mort. De tels états d'esprit d'extrême-gauche ne se comprennent que comme réaction contre une politique d'extrême-droite erronée et à peu près menchévique. Il faut obtenir avant tout que le parti communiste chinois applique dans leur intégrité les thèses de Lénine, adoptées par le 2e Congrès de l'I.C., et qui seules déterminent une orientation juste assurant la victoire.

La légalisation du P.C.C. sur les territoires occupés par l'armée nationale s'impose. Dans la plupart des cas, le P.C.C. est illégal même sur ce territoire, les chefs de l'armée nationale guettant l'occasion de détruire ses organisations. La création d'une presse communiste de masse s'impose. Les communistes doivent parler aux masses en leur propre nom.

8. — Le P.C.C. et le K.M.T.

L'adhésion du P.C.C. au K.M.T. à tout prix est radicalement contraire aux thèses de Lénine adoptées par le 2e Congrès de l'I.C. Les partisans de cette adhésion à tout prix du P.C.C. au K.M.T. semblent se représenter ainsi le cours des choses : nous pousserons d'abord à fond les victoires des armées nationales, réalisant par là-même l'unité de la Chine, après quoi nous nous mettrons à séparer le P.C.C. du K.M.T. En d'autres termes, faisons d'abord avec la bourgeoisie la révolution bourgeoise, après quoi le prolétariat agira comme classe indépendante par le moyen de son propre parti, etc... C'est une conception profondément menchévique. Il y a fagot et fagot.

On sait qu'après la Révolution de 1911, Yuan-Chi-Kai réalisa l'unité de la Chine. Puis, Ou-Pei-Fou, l'allié actuel de Tchan-Tso-Lin, la réalisa à son tour. Et j'on se souvient que l'unité réalisée par Sun-Yat-Sen au début de 1921 fut plus éphémère encore, car il n'y avait pas de classe capable de l'assurer.

C'est au cours même de la lutte pour l'unité nationale que le prolétariat chinois doit conquérir son hégémonie. Car si l'unité de la Chine se réalise sous la direction de la bourgeoisie, même la plus démocrate, les conditions de la lutte ultérieure du prolétariat seront bien moins favorables. La bourgeoisie nationale affermie ,peut imposer au prolétariat des conditions sensiblement plus défavorables que les conditions actuelles.

Le prolétariat doit servir la cause de l'unité nationale de la Chine, telle est la formule de la bourgeoisie chinoise. L'unité nationale de la Chine doit servir la cause du prolétariat chinois et la cause du prolétariat international, telle doit être la formule de la classe ouvrière. Car le prolétariat ne peut se libérer sans libérer l'univers.

Il n'y a pas de muraille chinoise, même en Chine, entre la Révolution bourgeoise et la Révolution socialiste. Mais la révolution bourgeoise ne peut devenir socialiste que si le prolétariat conquiert dans le sein même de cette révolution bourgeoise, un rôle de plus en plus dirigeant. Lénine insistait sur ce point. Il disait :

« L'Internationale Communiste doit conclure des ententes temporaires, voire même des alliances, avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais il ne doit pas fusionner avec cette démocratie et il doit maintenir conditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien, même dans ses formes les plus embryonnaires. »

Le mouvement prolétarien ne se présente déjà plus en Chine sous une forme embryonnaire. Comme dans toutes les révolutions, les contradictions sociales grandissent rapidement en Chine.

Les communistes peuvent et doivent soutenir les armées nationales et le Gouvernement national. Ils peuvent et doivent entrer, sous certaines conditions, dans le Gouvernement national. Lénine était partisan de l'entrée des bolcheviks dans un Gouvernement provisoire révolutionnaire, mais il était, cela va de soi, adversaire de la participation à un gouvernement tel que ceux du prince Lvov ou de Kérensky.

Les communistes chinois peuvent entrer dans le Gouvernement national aux conditions suivantes :

1° Indépendance complète du P.C.C. en matière de politique et d'organisation. Possibilité entière pour notre parti de se livrer à son agitation, à sa propagande, à son travail d'organisation, et de poursuivre l'armement des ouvriers, etc...

2° Possibilité entière laissée aux communistes de critiquer devant les masses les demi-mesures et les erreurs du K.M.T.

3° Contrôle rigoureux du P.C.C. et de l'I.C. sur leurs représentants au Gouvernement National.

4° Possibilité entière pour les communistes chinois de formuler le mot d'ordre des Soviets et de défendre ce mot d'ordre devant les masses, au moment où le parti le jugera opportun.

5° Plate-forme gouvernementale ne contenant rien qui soit contraire à l'éducation et à l'organisation des paysans et des

larges masses exploitées, dans un esprit révolutionnaire. » (Lénine).

La participation des communistes au Gouvernement national, *ces conditions n'étant pas remplies*, présenterait un immense danger et pourrait casser les reins au jeune parti communiste chinois.

Le fait que le jeune parti communiste chinois a plusieurs ministres dans le Gouvernement du K. M. T., mais n'a pas un seul journal quotidien, exprime une situation extrêmement dangereuse et nous oblige à douter que les ministres communistes puissent s'acquitter de leur lourde tâche responsable. On peut dire sans risquer de se tromper, que si le P.C.C. reste dans sa situation d'annexe du K.M.T., la participation des ministres communistes au Gouvernement national compromettra le parti.

Notre parti communiste de l'U.R.S.S. n'a appris que par l'éditorial du n° II de l'*Internationale Communiste*, en mars 1927, que le Plénum du C.C. du P.C.C. décidait en juin 1926 à l'égard du K.M.T.:

« 1. De passer de l'affiliation à la politique de cartels.

« 2. D'avoir sa politique propre, indépendante et nette, et de travailler à ce que la démocratie petite bourgeoise des villes soit à la base du K.M.T.

« 3. De considérer que le K.M.T. doit avoir la scructure, non d'un parti centralisé, mais d'un parti de clubs locaux. »

« Le P.C.C., est-il même dit plus loin, considère de même comme indispensable l'organisation d'une fraction de gauche au sein du K.M.T. »

L'éditorial de l'*Internationale Communiste* est d'avis que « toutes ces décisions doivent être revues ». Or, leur tendance fondamentale est indéniablement juste. Ce qu'il faut revoir, c'est la politique qui consiste à laisser le P.C.C. dans le K. M.T. en qualité d'annexe de ce dernier.

L'affiliation d'un parti communiste à une organisation non-communiste est-elle, d'une façon générale, admissible ? Elle l'est parfois, et des circonstances particulières peuvent même la rendre nécessaire. Cela est arrivé à l'égard du Labour Party anglais. Le 2e Congrès de l'I.C. décida que les communistes anglais devaient entrer dans le L.P.

Cette nécessité, Lénine l'expliquait par une situation particulière :

« Il faut, disait-il, tenir compte que le L.P. anglais est placé dans des conditions spéciales : c'est un parti d'une structure très originale, ou mieux, ce n'est nullement un parti au sens ordinaire de ce mot. Il est formé des membres de tous les syndicats, et ces syndicats ou Trade-Unions comptent aujourd'hui près de 4 millions d'affiliés, et il donne à tous ses adhérents une liberté politique suffisante.

« Les communistes anglais, disait encore Lénine, sont assez libres pour écrire que tels ou tels chefs du L.P. sont des traîtres, défendant les intérêts de la bourgeoisie, et qu'ils sont les agents de cette dernière au sein de la classe ouvrière... Quand les communistes jouissent d'une semblable liberté, ils doivent adhérer au L.P... N'y point entrer dans ces conditions serait commettre une erreur. »

(Lénine T. VII, p. 303.)

Encore faut-il absolument que ces conditions soient données.

On ne peut pas, d'autre part, perdre de vue ce qui suit : Lénine se prononçait pour l'entrée du P.C. anglais dans le L.P. à une époque relativement paisible de la vie anglaise, et non en période de révolution. L'exemple de la récente grève générale anglaise a démontré que, aussitôt que s'aggrave la lutte des classes, la situation se tend entre le L.P. et les communistes.

Or, la Chine traverse une période d'essor révolutionnaire. Le mouvement grandit et les contradictions entre la classe ouvrière et la partie bourgeoise du K.M.T. grandissent aussi.

On ne peut naturellement pas comparer simplement le K.M.T. et le L.P. anglais. D'une part, ce dernier est composé surtout d'ouvriers. Il s'agit en Angleterre de la tactique du Front unique avec des gens de notre classe, bien qu'il ne faille pas oublier ce que disait Lénine, également au sujet du L.P. Lénine disait :

« Le L.P. est certes constitué en majeure partie par des ouvriers, mais il n'en résulte pas que tout parti composé d'ouvriers soit en politique un parti ouvrier. Cela dépend des éléments qui le dirigent, ainsi que du contenu de son activité et de sa politique. Ces derniers facteurs nous disent seuls si nous sommes bien en présence du parti politique du prolétariat. De ce seul point de vue, le L.P. est au contraire un parti profondément bourgeois, bien qu'il soit constitué par des ouvriers, car il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, et dans l'esprit de la bourgeoisie. »

(Lénine, T. XVII, p. 301.)

Les chefs du L.P. anglais sont des auxiliaires de l'impérialisme, et sont souvent eux-mêmes des « ouvriers impérialistes ».

D'autre part, la gauche du K.M.T., dans la mesure où elle collabore avec les communistes, joue, dans la période actuelle, le rôle d'un facteur anti-impérialiste. Il y a là une très grande différence, mais on ne peut pas oublier non plus, que les éléments non ouvriers l'emportent dans le K.M.T. On ne peut pas oublier, en outre, que les éléments bourgeois susceptibles de se révéler demain sous une forme ou sous une autre comme les alliés ou les auxiliaires de l'impérialisme, jouent dans la direction du K.M.T. un grand rôle. Et les chefs du K.M.T. sont dès à présent les alliés de l'impérialisme.

On doit se rappeler que le K.M.T., dans son ensemble, ne combat l'impérialisme que jusqu'à un certain point. Le K.M.T. exige l'annulation des traités inégaux imposés à la Chine, l'abolition des formes les plus grossières de la dépendance douanière, et rien de plus. On doit se rappeler que pour ce qui est de la dépendance douanière, l'Angleterre a cru pouvoir satisfaire les désirs de l'Inde et réussir ainsi

à désarmer une partie de la bourgeoisie nationaliste hindoue. Il convient de voir nettement que le centre et la droite du K.M.T. aspirent ardemment au compromis avec l'Amérique, le Japon, et même avec l'Angleterre, et qu'ils s'efforceront d'en obtenir des emprunts, etc... Il est fort possible que la lutte actuelle du noyau dirigeant du K.M.T. contre l'impérialisme soit bientôt appelée à faire place à un accord avec l'impérialisme.

On ne peut se faire aucune illusion sur les chefs de gauche du K.M.T., et en particulier sur Wan-Tin-Wei. Ils peuvent très bien se révéler à la minute décisive, semblables aux chefs de la gauche du Conseil général des Trade-Unions anglaises. Mais il faut faire le possible pour mener la gauche du K.M.T. dans la voie révolutionnaire sans se mettre à sa remorque, puisqu'elle est elle-même à la remorque de la droite.

En principe, la question se présente ainsi : Les communistes chinois peuvent et doivent adhérer au K.M.T., mais aux conditions auxquelles Lénine admettait l'affiliation du P.C. anglais au L.P. Et ces conditions n'ont justement pas été remplies jusqu'à présent.

Le P.C.C. peut et doit dans la situation politique et militaire actuelle, demeurer dans le K.M.T., mais seulement afin de rassembler ses forces, afin d'appeler les masses sous ses drapeaux, afin de combattre impitoyablement la droite et d'en obtenir l'exclusion, l'anéantissement. Notre mot d'ordre n'est pas en ce moment de sortir du K.M.T., mais c'est de proclamer et de réaliser sans délai et sans conditions l'indépendance d'organisation du P.C.C. vis-à-vis du K.M.T.

Le P.C.C. doit déclarer hautement qu'il ne prend plus d'engagements le liant en matière de politique et d'organisation, et qu'il annule tous les engagements de cette sorte qu'il peut avoir pris auparavant. Le P.C.C. doit expliquer au peuple dans un manifeste et dans diverses publications les raisons de cette attitude. Le P.C.C. doit créer sans délai sa presse quotidienne.

La politique qui consiste à maintenir à tout prix le P.C.C. dans le K.M.T., amène aux éloges dépourvues de sens critique du K.M.T., amène à dissimuler la lutte des classes dans le K.M.T., à taire des faits aussi révoltants que des fusillades d'ouvriers et de paysans et que l'aggravation de la situation matérielle des ouvriers, amène, enfin, à désorienter tous les partis de l'I.C., y compris le P.C.C.

Un meeting convoqué à Paris par les communistes français le 23 mars 1927, et dans lequel les leaders du P.C.F. : Semard, Cachin, Monmousseau, etc., prirent la parole, a envoyé au K.M.T. un télégramme disant :

« Les ouvriers parisiens saluent l'entrée des troupes révolutionnaires chinoises à Shanghaï 56 ans après la Commune de Paris, et 10 ans après la Commune russe, la Commune chinoise marque une nouvelle étape dans le développement de la Révolution mondiale. »

Il semble donc que l'on dise aux ouvriers français que le K.M.T. actuel représente la Commune chinoise !

L'organe des communistes allemands, *La Rote Fahne*, publie, le 17 mars 1927, un portrait de Chang-Haï-Chek, présenté comme le chef des ouvriers révolutionnaires chinois et s'abstient de dire aux ouvriers allemands ce qu'est, en réalité, ce général.

La Rote Fahne du 18 mars 1927, dit « que 3 millions d'ouvriers chinois adhèrent à l'I.S.R. »

L'un des journaux les plus importants de notre parti russe, l'*Ouvrier de Bakou*, conseille au Gouvernement national chinois « de faire temporairement, dans le domaine international, la politique de Brest-Litovsk. » (*L'Ouvrier de Bakou*, 5 avril 1927).

Ce journal oublie que la politique de Brest était juste après la prise du pouvoir par le prolétariat, après la fondation de la République des Soviets. Mais notre parti ne pouvait en aucun cas proposer la politique de Brest au gouvernement de Kerensky, pas plus qu'au gouvernement de Scheidemann en 1918. Le gouvernement de Scheidemann et de Haase fit, lui aussi, après la chute de Guillaume II une politique de Brest, mais cette politique n'amena pas la victoire de la révolution prolétarienne, mais tout au contraire, la victoire de la bourgeoisie. La politique de Brest faite par les social-démocrates, c'est la politique du traité de Versailles, c'est la politique de la victoire de la bourgeoisie sur la révolution prolétarienne. Faite par Chang-Kaï-Chek, cette politique équivaudrait à l'alliance avec les impérialismes anglais et américaine. *L'Ouvrier de Bakou* ne commet qu'une légère erreur : il assimile le gouvernement du K.M.T. à un gouvernement prolétarien. Il va de soi que si l'on admet cette petite erreur, il faut autoriser le K.M.T. à réprimer les grèves, et alors on peut aussi le qualifier de Commune chinoise. Mais, s'entendre avec les impérialismes anglais et américains, les droitiers et les modérés du K.M.T. sauront très bien le faire sans les communistes.

Mais, le comble de l'erreur est atteint par le secrétaire du P.C.C., Chen-Dou-Siou, quand il signe le manifeste commun du K.M.T. et du P.C.C. daté du 5 avril 1927.

Ce manifeste dit :

« Bien que nos opinions essentielles ne soient pas en tous points semblables, nous devons être unis. Il apparaît que le P.C.C. n'a de désaccords avec le K.M.T. que sur des questions de détail. »

Ainsi, la répression des grèves, le désarmement des ouvriers, les fusillades d'ouvriers et de paysans, ne sont que des questions de détail !

Ce document dément les rumeurs selon lesquelles le P.C.C. se préparerait à organiser un gouvernement ouvrier, à s'emparer par la force des concessions étrangères et à renverser le pouvoir du K.M.T. Comme si la prise des concessions impérialistes par les ouvriers était la même chose que le renversement du pouvoir du K.M.T. C'est absolument

faux. Les ouvriers ont pris à Hang-Kéou la concession anglaise et n'ont pas renversé le pouvoir du K.M.T. Au lieu d'éclairer les éléments révolutionnaires du K.M.T. sur la politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, le P.C.C. tombe dans ce document au niveau des idées des chefs du K.M.T. Une telle façon de poser la question est grosse de dangers. Le même document émet l'idée que la forme actuelle de collaboration: l'adhésion du P.C.C. au K.M.T. peut être remplacée par l'alliance des deux partis. Sans doute certains communistes insisteraient-ils sur ce point.

Nous ne pensons nullement à faire du K.M.T. un parti ouvrier et paysan destiné à absorber et à remplacer le P.C. L'idée qu'il faille en Orient, non des partis ouvriers, mais des partis ouvriers et paysans, est entièrement contraire à Marx et à Lénine. Il n'y a pas de parti ouvrier et paysan capable de servir la cause des ouvriers. L'idéal d'un parti ouvrier et paysan fut réalisé en Géorgie par Noé Jordania. Mais on sait quel fut le rôle du menchevisme géorgien. Une situation particulière autorise notre adhésion au K.M.T. pourvu que notre indépendance en matière de politique et d'organisation soit intégralement assurée. Mais si les dirigeants du K.M.T. obtenaient dans ces conditions l'exclusion des communistes, cette mesure ne devrait pas faire reculer nos camarades. Exclus, ils feraient une politique de bloc à l'égard du K.M.T. dans la mesure où celui-ci combattrait les impérialistes. L'indépendance complète du parti ouvrier dans les domaines de la politique et de l'organisation est, dans la phase actuelle de la Révolution chinoise, une chose de laquelle on ne peut pas reculer d'un seul pas.

Mais il est fort possible qu'en présence d'une tactique juste de l'I.C. et du P.C.C. la gauche du K.M.T. soit assez forte pour créer des conditions qui permettraient aux communistes de demeurer aux conditions précitées dans le K.M.T. Si, par contre, les communistes ne posent pas tout de suite la question de leur complète indépendance en matière de politique et d'organisation, s'ils renoncent à aider le K.M.T. de gauche à se constituer en fraction contre la droite, la victoire de la droite du K.M.T. n'est pas exclue. Et cette victoire comportera pour la Révolution chinoise les conséquences les plus néfastes en même temps qu'elle fera le plus grand tort à la Révolution mondiale.

« A la question : Le prolétariat peut-il exercer un rôle dirigeant dans la Révolution russe, nous répondons : Oui, si la petite bourgeoisie penche à gauche dans les moments décisifs. Et notre propagande l'y pousse ainsi que divers facteurs objectifs économiques, financiers (les charges de guerre), militaires, politiques, etc.

Ainsi écrivait Lénine en 1915. (*Contre le courant*, p. 304.)

On ne peut aider la bourgeoisie chinoise à pencher à gauche vers le prolétariat, que si le P.C.C. fait une juste politique de classe, une politique indépendante.

9. — LE MOT D'ORDRE DES SOVIETS

En ce moment, après la prise de Shanghaï, le Gouvernement national disposant d'un territoire peuplé de 200 millions d'hommes et comptant plusieurs grands centres ouvriers, après que les grandes grèves ont réveillé le mouvement paysan, on peut et on doit formuler le mot d'ordre d'organisation des Soviets, soviets de députés ouvriers, soviets de paysans, soviets dans lesquels les soldats de l'armée nationale doivent être spécialement représentés, soviets dans lesquels la bourgeoisie ne doit pas être admise. Le 2e Congrès de l'I.C. affirme la nécessité de la propagande de l'idée des soviets en Orient, et la nécessité de former des soviets dans les pays orientaux à la première possibilité. L'heure est venue en Chine. Seule la création des soviets signifiera la création d'un véritable centre du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Seule la formation et l'affermissement des soviets peut garantir la Révolution contre une évolution kémaliste du mouvement national.

Seule la formation des soviets peut préparer et entretenir le développement non-capitaliste de la Chine. Seule la formation des soviets donnera l'ampleur voulue au mouvement national en lui conférant un caractère social. Seule la formation des soviets peut donner une bonne forme de direction ouvrière au mouvement d'émancipation nationale. Seuls, les soviets peuvent démolir l'ancienne machine gouvernementale, bourgeoise et bureaucratique (car les anciens bureaucrates continuent à administrer) et commencer à créer un nouvel appareil de gouvernement.

La plate-forme actuelle des Soviets pourrait être approximativement la suivante :

1. Nationalisation du sol (cette revendication figurait dans les premiers programmes de Sun-Yat-Sen. Il s'agit de l'interpréter de façon véritablement bolchevique).

2. — Révolution agraire (et non réforme) avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire affranchissement complet des paysans pauvres et moyens de tout fermage, annulation des dettes, abolition de tous les vestiges de la féodalité, etc.

N. B. — Le programme du K.M.T. dans ces derniers temps, manque tout-à fait de netteté. Il dit :

a) Détermination d'un taux fixe des impôts.

b) Abolition des impôts spéciaux.

c) Réorganisation de l'administration rurale.

d) Amélioration de la situation des paysans.

e) Licenciement des bandes armées formées contre les paysans.

f) Interdiction de l'usure.

g) Fixation d'un loyer maximum des terres.

Ce n'est pas là, en tout cas, le programme d'une révolution agraire.

3. Nationalisation des chemins de fer.

4. Journée de 8 heures, pour les ouvriers et en général législation ouvrière.

5. Annulation des traités inégaux, la question des emprunts étrangers étant posée.

6. Confiscation des fabriques et des usines chinoises grandes et moyennes. Nationalisation des banques chinoises quand leurs propriétaires combattent la révolution nationale.

7. A titre de perspective : confiscation des fabriques et usines étrangères, des concessions et aussi des plantations et autres propriétés agricoles, etc..., le rachat pouvant être admis à l'égard des étrangers disposés à un accord, et la confiscation pure et simple étant appliquée à ceux qui participent à l'intervention.

8. Création d'une véritable armée rouge, c'est-à-dire d'une armée ouvrière et paysanne dirigée par des ouvriers et non par des officiers de carrière, ces derniers devant être utilisés comme ils l'ont été en Russie dans les premières années de la Révolution.

9. Armement des ouvriers.

10. Emancipation de la femme.

Il va de soi que les soviets en Chine doivent être adaptés aux conditions locales, c'est-à-dire, comme disait Lénine, aux conditions pré-capitalistes. La grande majorité de la population, et en premier lieu les paysans, doit y avoir accès. Dans la phase actuelle, les soviets ne peuvent pas être l'organe de la dictature du prolétariat, mais doivent être l'organe de la dictature du prolétariat, des paysans et des pauvres gens des villes.

Pour les paysans, nous devons formuler les mots d'ordre suivants :

1. Abolition des loyers ou tout au moins diminution de 50 %.

2. Suppression des impôts illégaux et des redevances.

3. A bas la Gentry !

4° Désarmement des Min-Touan.

5° Armement des paysans.

Il est nécessaire de transformer l'armement de la Révolution, d'en confier les armes à d'autres mains, et de créer une armée vraiment révolutionnaire sous un commandement révolutionnaire.

Il faut aussi transformer l'armement de la Révolution sur le terrain de l'organisation et cela par la création de soviets, centre authentiques de la Révolution et qui peuvent être un champ d'activité pour les communistes et pour le K.M.T. Les masses populaires sympathisantes au K.M.T. soutiendront, si nous faisons une politique juste, la formation des Soviets. Partout où l'on réussira à s'emparer des municipalités, les communistes feront sur l'heure tout le possible pour armer les ouvriers et transformer les organes municipaux en point d'appui pour le mouvement révolutionnaire. Ils devront approfondir le mouvement contre la bourgeoisie et contre les propriétaires.

Il va de soi qu'en cas de victoire des Soviets en Chine, une sorte de Nep s'imposera avec des concessions plus grandes encore au début à la petite bourgeoisie.

Le P.C.C. doit commencer ouvertement et largement la propagande en faveur de l'idée des Soviets et du programme précité sans admettre en aucun cas que le K.M.T. lui lie les mains. Ce serait pour la gauche du K.M.T. une sérieuse épreuve. Ce serait la conquête par le P.C.C. de son indépendance en matière de politique et d'organisation. Le mouvement ouvrier et paysan en serait élargi et approfondi. Une force réelle se dresserait contre les impérialistes et nous aurions une garantie sérieuse que la lutte actuelle ne se transformera pas finalement en une lutte entre nordistes et sudistes, dépourvue d'un profond contenu social.

On n'arrêtera pas les cruelles mesures de rigueur des impérialistes anglais et américains en renonçant à élever le mouvement à une étape plus haute. Les impérialistes ne peuvent être satisfaits qu'en voyant le K.M.T. de droite, c'est-à-dire la bourgeoisie, devenir demain une agence de l'impérialisme devenu pleinement maître de la situation.

On ne peut empêcher l'offensive de l'impérialisme international qu'en déployant la force des masses ouvrières et paysannes, en les armant, en créant des Soviets qui sauront organiser la résistance de dizaines et de centaines de millions d'hommes contre l'impérialisme sous la devise : La Victoire ou la Mort !.

10 — LA SITUATION INTERIEURE ET EXTERIEURE DE LA REVOLUTION CHINOISE.

La révolution chinoise devient le point de convergence des forces de l'impérialisme international. Celles-ci s'y sont concentrées internationalement, en miniature pour le moment. On commence à voir se dessiner la possibilité d'un front unique des impérialismes des plus grands pays, bien que l'on soit encore loin, très loin de la réalisation solide de ce front. Le massacre de Nankin a montré à quel degré de cruauté l'impérialisme international en est arrivé à la vue des grandes victoires de la Révolution chinoise.

La victoire de celle-ci menacerait les impérialistes :

1° De leur faire perdre des milliards (concessions, etc...).

2° De leur faire perdre des marchés, à l'époque où le problème des marchés devient décisif.

3° D'étendre la contagion révolutionnaire à l'Inde, à l'Indo-Chine.

Ainsi s'explique que l'impérialisme américain, qui masque le mieux jusqu'à présent son hostilité envers la Révolution chinoise, semble en ce moment sortir de sa réserve.

La présence des forces importantes de l'impérialisme international dans les ports de la Chine, dans les concessions de Shanghaï, etc..., crée pour la Révolution chinoise une situation extrêmement difficile. Mais on ne peut douter que si cette révolution fait une politique juste et hardie, les excès des impérialistes ne feront que déchaîner en Chine des forces

encore plus grandes, amèneront la démoralisation des bonnes troupes impérialistes, et provoqueront une explosion d'indignation parmi les ouvriers d'Europe et d'Amérique. C'est seulement de cette manière que l'on peut empêcher la formation du front unique impérialiste. En tout cas, la direction du mouvement par la classe ouvrière peut seule, dans cette atmosphère chargée, assurer le succès du mouvement.

Lénine écrivait en avril 1922 :

« La Chine et l'Inde sont en effervescence. Plus de 700 millions d'hommes vivent là-bas. En y ajoutant les pays voisins et semblables d'Asie, c'est plus de la moitié de la population du globe. Une révolution semblable à la Révolution russe de 1905 vient là-bas irrésistiblement de plus en plus vite, mais avec cette différence, que la Révolution russe de 1905 pouvait encore, tout au moins à son début être isolée, c'est-à-dire ne pas entraîner de révolution dans d'autres pays, tandis que la révolution qui grandit aux Indes et en Chine, entre déjà comme partie composante dans la révolution mondiale, en fait déjà partie.

(Lénine T. XVIII, 2e partie, p. 74).

Que dirait Lénine en 1927 ?

La Révolution chinoise ne peut vaincre qu'en faisant entrer dans le mouvement révolutionnaire d'autres pays, en devenant partie intégrante de la révolution mondiale.

Ce n'est qu'en passant à la lutte pour les Soviets, que la Révolution chinoise peut obtenir le maximum de sympathie et d'appui de la part du prolétariat international. « Pour les Soviets Chinois », ce mot d'ordre sera beaucoup mieux accueilli, compris et appuyé par le prolétariat international que le mot d'ordre : « Pour le K.M.T. ».

Les hésitations, les tentatives de se servir des droitiers du K.M.T. comme de gens plus propres à satisfaire les impérialistes internationaux, comme d'intermédiaires possibles, etc..., ne peuvent que nuire désastreusement.

Toute la campagne du Nord fut conçue par Chang-Kai-Chek, non comme une campagne révolutionnaire contre la contre-révolution, mais bien davantage comme une action stratégique destinée à améliorer la situation de Canton, alors isolé. Le mouvement puissant des ouvriers et des paysans transforma partiellement cette campagne en une bataille livrée à la contre-révolution. Ce n'est pas là le mérite de Chang-Hai-Chek. Les masses : des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, donnèrent elles-mêmes un contenu social révolutionnaire à la lutte nationale, malgré les chefs du K.M.T. et, en tout cas, malgré ses chefs de droite. Les événements qui ont accompagné l'offensive du Nord, l'élan des masses, leur effervescence, tout cela montre combien de matières inflammables se sont accumulées en Chine, quel réservoir inépuisable de forces est celui de la révolution chinoise, et combien sont grandes les possibilités de l'élargir, de l'approfondir et de lui donner une immense ampleur.

La situation intérieure et la situation extérieure de la révolution chinoise se tiennent étroitement.

Les impérialistes orientent en ce moment leur tactique sur deux fronts.

D'une part, ils préparent la guerre contre le mouvement national-révolutionnaire, et ils ont même commencé les hostilités. Leur flotte se concentre dans tous les ports de la Chine. Les points stratégiques sont occupés. D'autres renforts sont sans cesse envoyés. Le bombardement de Nankin n'a pas été un épisode fortuit. Il peut très bien être le début d'une effroyable aventure. Les préparatifs militaires sont fiévreusement poussés dans les concessions étrangères, non seulement de Shanghaï, mais aussi de Canton. Les masques peuvent très bien tomber prochainement. Et l'impérialisme étranger peut très bien commencer une expédition de représailles qui tentera d'introniser ouvertement dans le pays Tchang-Tso-Lin et les autres agents les plus manifestes des étrangers.

D'autre part, les impérialistes seraient désireux de s'entendre avec les éléments modérés, et pas seulement avec les droitiers du K.M.T. Aussi, usent-ils à la fois de la corruption, des avances et des méthodes d'intimidation. L'Amérique, le Japon et la France, préféreraient sans nul doute l'entente avec les modérés, la scission du mouvement national et le compromis, bref, une modification de forme et non de fond de l'exploitation de la Chine. Les milieux les plus compétents de l'impérialisme anglais préféreraient sans doute aussi cette solution. Les troupes impérialistes envoyées à Chang-Haï sont arrivées trop tard pour venir en aide à Sun-Tchun-Fang, mais elles peuvent très bien, au moment opportun, devenir les alliés de la droite du K.M.T.

La Révolution chinoise doit voir ces deux dangers. Il n'y a qu'un chemin pour les vaincre toutes les deux : mettre sur pied tous les ouvriers et, avec eux, des dizaines et des centaines de millions de paysans, sans donner au mouvement national un caractère social, ne pas craindre d'effrayer la bourgeoisie, s'engager résolument dans la voie de la création des Soviets, pousser de l'avant, sans délai, la Révolution agraire, instituer sans délai la journée de 8 heures pour les ouvriers, donner sans délai appui aux pauvres gens des villes et des campagnes, au détriment des riches et des cossus, donner au mouvement la plus grande ampleur et commencer à en briser les limites bourgeoises. Ainsi, seulement, pourra être repoussée l'offensive impérialiste. C'est seulement ainsi qu'il sera possible de réduire à l'impuissance de nuire les traîtres droitiers et modérés du K.M.T. Ainsi seulement pourra être sauvée la Révolution chinoise. Seule cette avalanche pourra arrêter les impérialistes étrangers. Chercher à agir, de manière à ne pas effrayer la bourgeoisie chinoise, à ne pas repousser les chefs droitiers et modérés du K.M.T., à ne pas irriter la bourgeoisie étrangère, c'est tout

perdre. Sitôt que les impérialistes se seront rendu compte que l'on fait ainsi, leur arrogance en sera décuplée. Et les milieux bourgeois du K.M.T. iront alors loin dans la trahison.

En même temps que nous faisons tout pour la mobilisation du prolétariat international, contre la guerre, nous devons aussi aider la révolution chinoise à aller hardiment de l'avant et à monter plus haut, sans crainte de repousser la bourgeoisie chinoise dans le camp de la réaction.

L'argument selon lequel la bourgeoisie chinoise ne peut pas trahir et ne trahira pas les ouvriers chinois « dont elle a besoin contre les impérialistes étrangers », est un argument menchévique. Les menchéviks ont toujours dit que la bourgeoisie russe voudrait bien trahir les ouvriers, mais qu'elle ne le pouvait pas, parce qu'elle avait besoin d'eux contre le tzarisme. Martivov, entré dans le parti bolchevik, ne fait maintenant que répéter, à l'égard de la révolution chinoise, les truismes qu'il prêchait à l'égard de la révolution russe, quand il était parmi les menchéviks. A la vérité, la bourgeoisie chinoise a déjà commencé à trahir le mouvement national-révolutionnaire, dès qu'elle s'est rendu compte que la classe ouvrière, ne se contentant pas d'être une arme entre ses mains, voulait poursuivre elle-même ses propres fins. La Révolution chinoise ne peut vaincre que sous l'hégémonie du prolétariat.

Une politique révolutionnaire, mais révolutionnaire à fond, à l'égard de l'impérialisme étranger, requiert une politique révolutionnaire à l'égard des chefs de la bourgeoisie nationale chinoise, c'est-à-dire à l'égard de la droite du K.M.T., et réciproquement.

Tant que le commandement suprême reste entre les mains de Chang-Kai-Chek, tant que les fonctions gouvernementales les plus importantes restent entre les mains des droitiers du K.M.T., tant que ces derniers sont forts au C.C. du K.M.T., la révolution est en danger à toute heure. La trahison à l'intérieur ouverte ou dissimulée, lente ou rapide, est en ce moment beaucoup plus dangereuse pour la révolution chinoise que le bombardement de Nankin et que la présence à Shanghaï des troupes d'occupation. Tchan-Su-Min, ancien compagnon d'armes de Sun-Yat-Sen, passait naguère à la contre-révolution. Pourquoi Chang-Kai-Chek, qui s'est déjà révélé l'ennemi des ouvriers et des paysans, sur qui toute la presse impérialiste fonde des espérances, et dont tous ses officieux disent qu'il négocie secrètement avec Tchang-Tso-Lin, pourquoi n'en ferait-il pas autant ? Laisser le commandement en chef à ce personnage, même en exerçant sur lui un certain contrôle, c'est faire preuve d'une indécision qui dénote les plus grands périls intérieurs. Accepter la moindre responsabilité politique pour un tel fait, c'est pour les communistes s'engager dans une voie glissante, dont ils doivent sortir, sans attendre un instant.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE

Les événements n'ont pas cessé de confirmer le caractère relatif de la stabilisation du capitalisme international. La situation en Chine est aussi tendue que possible. Quel que soit le cours des choses, l'équilibre mondial deviendra de plus en plus précaire. La perspective de guerres nouvelles se rapproche. Les matières explosives s'accumulent dans la politique mondiale.

L'encerclement de l'U.R.S.S. se précise. La note récente de Chamberlain à l'U.R.S.S. n'est pas un pamphlet ou une concession faite à l'extrême droite des conservateurs. Il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer les divergences de vue existant entre les conservateurs anglais. Cette note, c'est certainement la préparation diplomatique d'une action plus énergique. Cette note doit permettre à la diplomatie anglaise d'agir plus vigoureusement quand elle le jugera bon. Et cette note fait partie d'un ensemble politique.

La réalisation de l'unité de front entre les impérialismes anglais et américains en Chine peut devenir, dans de certaines conditions, la source de grandes difficultés en Europe. L'affermissement de la stabilisation partielle du capitalisme en Allemagne entraîne, au sein de la bourgeoisie, un regain de sympathie pour les pays d'Occident. Il devient évident que le moment se rapproche où la diplomatie allemande qui louvoie aujourd'hui, pourra se joindre à la coalition anti-soviétique.

Le fascisme italien est entré dans l'orbite de la diplomatie anglaise. C'est pourquoi celle-ci fait pression pour la reconnaissance par l'Italie de l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie.

Le coup d'Etat fasciste effectué en Lithuanie l'a été avec l'approbation incontestable de l'Angleterre. Les contradictions sociales s'aggravent en Pologne, ce qui peut hâter les desseins aventuriers de Pilsudsky.

Les traités de non-agression conclus avec la Lettonie, ou en voie de négociations avec la Pologne ne peuvent, dans ces conditions, procurer à l'U.R.S.S. aucune garantie sérieuse, sans toutefois, pour cela, leur refuser toute valeur positive.

Les agressions commises contre les représentations de l'U.R.S.S. à Pékin et dans d'autres grandes villes chinoises, ont certainement été organisées par l'Angleterre, et appuyées dans une certaine mesure par l'Amérique. Elles font partie de la série des provocations préparées contre nous, et qui, bien entendu, ne réussiront pas à obliger l'U.R.S.S. à se départir de la politique qu'elle s'est tracée. Le coup de Pékin était destiné à entraîner de la part de l'U.R.S.S. une riposte en Mandchourie, et à faire ainsi entrer le Japon dans la guerre contre l'U.R.S.S., l'Amérique et l'Angleterre ayant ainsi les mains déliées. Le coup de Pékin visait aussi à faciliter la tâche des éléments de droite du K. M. T. et à intimider les plus modérés d'entre les leaders de ce parti. Il n'est pas impossible que Chamberlain ne

cherche à tirer avantage des prétendus documents, en réalité falsifiés, qu'on dira avoir trouvés chez nous au cours des perquisitions, afin d'entreprendre dans la presse bourgeoise du monde entier une violente campagne et même de provoquer la rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S.

La tâche de Chamberlain sera d'autant plus facile que le Conseil général des Trade-Unions se prête à tout cela avec complaisance. Au lendemain des délibérations amicales de Berlin dans le Comité anglo-russe, le Conseil général et le C.C. du L.P. déploraient que le drapeau britannique ait été insulté en Chine et proposaient de soumettre le conflit sino-anglais à la S.D.N., c'est-à-dire à Chamberlain lui-même.

Nous devons faire à l'action des impérialistes anglais à Pékin une double réponse :

1° Ne pas donner dans le panneau. Répondre à la provocation avec calme, avec retenue, par une politique de paix;

2° Faire tout en Chine pour approfondir le mouvement des masses, pour appeler à la lutte contre les impérialistes, contre leurs agents nordistes et contre la droite du K.M.T. de plus larges masses de travailleurs.

De façon générale, la situation internationale devient plus tendue qu'elle ne le fut depuis longtemps.

La question chinoise devient la question essentielle des prochaines destinées de la Révolution mondiale. Elle peut exercer une influence directe sur les destinées de l'U.R.S.S. Le moment prévu par Lénine dans son testament politique se rapproche. Lénine écrivait :

« Il faut, pour assurer notre existence jusqu'à la prochaine conflagration entre l'Occident impérialiste et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les Etats les plus civilisés du monde et les Etats arriérés à l'Orientale, qui sont la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous aussi, nous manquons de civilisation pour passer en ligne droite au socialisme, bien que la possibilité politique nous en soit donnée ». Lénine, T. XVIII, P. 137.)

« Réussirons-nous à obtenir une seconde trêve ? » (Lénine, même endroit).

La nouvelle campagne contre l'U.R.S.S. échouera-t-elle comme « elle a échoué à la suite des contradictions qui se sont manifestées entre les contre-révolutionnaires de l'Occident et de l'Orient, entre les exploiteurs de l'Occident et les exploiteurs de l'Orient, entre le Japon et l'Amérique ? » telle est la question à laquelle Lénine attachait une importance décisive.

Et c'est celle qui impose en ce moment à notre parti et à l'I.C. les plus grandes responsabilités.

Le problème tactique de l'heure actuelle consiste essentiellement en ceci :

1. Prêter à la Révolution chinoise le concours le plus large et faire en même temps l'impossible pour ne tolérer aucune extension de l'intervention ouverte des impérialistes internationaux contre les sudistes.

2. Continuer en U.R.S.S. la politique de paix, en appelant les travailleurs de tous les pays au secours de la paix menacée.

3. Faire le possible pour pousser la révolution chinoise de l'avant, de toutes nos forces, en nous employant à lui donner un caractère non point simplement national, mais un caractère profondément social.

4. S'efforcer à cette fin de créer en Chine des centres authentiques du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, c'est-à-dire des Soviets.

5. Aider le P.C.C. à conquérir à tout prix sa complète indépendance en matière de politique et d'organisation, et détruire sur l'heure tout ce qui limite et paralyse la liberté d'action du P.C.C.

La Révolution Chinoise et les thèses du Camarade Staline

Les thèses du camarade Staline intitulées « Problèmes de la Révolution chinoise » ont été publiées dans la *Pravda* du 21 avril 1927, quelques jours après la clôture du Plénum du C.C., auquel elles n'ont pas été présentées et qui ne les a pas examinées (quoique tous les membres du Plénum fussent présents à Moscou.) (1).

Or, ces thèses sont à un tel point erronnées, elles renversent tellement toutes choses, elles sont si pénétrées de l'esprit de « suivisme », elles risquent tellement de perpétuer les fautes déjà commises, que ce serait un crime de garder plus longtemps le silence.

IL FAUT TIRER LA LEÇON DES EVENEMENTS DE CHINE

I. — En interdisant l'examen public des problèmes théoriques et tactiques de la Révolution chinoise, on invoquait, ces derniers temps., le motif que ce serait faire le jeu des ennemis de l'U.R.S.S. Il va de soi qu'il serait absolument inadmissible de livrer à la publicité des faits dont pourraient profiter nos ennemis, qui n'hésitent pas d'ailleurs à inventer de toutes pièces « faits » et « documents ». Mais il n'est nullement besoin d'une discussion de ce genre. Il s'agit seulement de définir les forces motrices de la Révolution chinoise et d'apprécier les grandes lignes de sa direction politique. En d'autres termes, il s'agit d'examiner ces questions elles-mêmes auxquelles sont consacrées les thèses du camarade Staline. Si ces thèses ont pu être publiées, pourquoi ne pourrait-on pas en publier la critique ?

C'est une erreur inouïe d'affirmer que l'examen des problèmes de la Révolution chinoise pourrait nuire à nos intérêts gouvernementaux. S'il en était ainsi, ce n'est pas seulement le P.C. de l'U.R.S.S., mais tous les partis de l'I.C., et parmi eux le parti chinois, qui devraient s'abstenir de cet examen. Pourtant, l'intérêt de la Révolution chinoise, de même que l'éducation de tous les partis communistes du monde, exigent la mise en discussion publique, décidée et complète, de tous les problèmes de cette Révolution, et principalement des points litigieux. Il est faux que l'intérêt de l'I.C. contrarie l'intérêt gouvernemental de l'U.R.S.S. Le refus d'examiner les erreurs n'est pas dicté par l'intérêt de l'Etat ouvrier, mais par une manière bureaucratique d'envisager et la Révolution chinoise et l'intérêt de l'U.R.S.S.

II. — La défaite subie par la Révolution chinoise en avril, n'est pas seulement l'échec d'une tactique opportuniste, c'est aussi l'échec de méthodes bureaucratiques de direction, plaçant le parti devant chaque décision comme devant un fait accompli. La décision est déclarée hors de critique jusqu'à ce que les faits aient manifesté son inconsistance ; après quoi, non moins automatiquement, c'est-à-dire sans l'aveu du parti, elle est remplacée par une nouvelle décision, souvent encore plus erronnée, comme les présentes thèses de Staline. Cette méthode, qui est incompatible avec tout le développement d'un parti révolutionnaire, devient un obstacle particulièrement menaçant pour les partis jeunes, qui peuvent et doivent puiser eux-mêmes un enseignement dans l'expérience des fautes et des défaites.

Les thèses du camarade Staline sont publiées. Du moins, dans le cadre ainsi tracé, les problèmes de la Révolution chinoise peuvent et doivent être examinés publiquement et sous tous leurs aspects.

LE JOUG DE L'IMPERIALISME ET LA LUTTE DES CLASSES

III. — L'originalité de la Révolution chinoise, comparée par exemple à notre révolution de 1905, consiste avant tout dans le caractère semi-colonial de la Chine. Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fausse. Mais non moins fausse serait une politique qui partirait d'une conception abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les diverses classes. La source essentielle des erreurs contenues dans les thèses de Staline, comme de toute la tactique suivie jusqu'ici en général, consiste dans une fausse compréhension du rôle de l'impérialisme et de son influence sur les relations sociales en Chine.

(1) Les thèses du camarade Staline sont publiées au nom du C.C. Cela ne change rien au fait qu'elles n'ont pas été examinées par le Plénum. Le B.P. a chargé trois de ses membres : les camarades Staline, Boukharine et Molotov, de les étudier, et en cas d'accord, de les publier au nom du C.C. Evidemment, il ne s'agit pas ici du côté formel, que personne ne met en discussion. Mais il est clair qu'une manière aussi « simplifiée » de décider sur des problèmes d'une importance mondiale, après les erreurs commises et les durs échecs subis, ne répond nullement à l'intérêt du parti et de la Révolution chinoise.

Le joug de l'impérialisme doit servir de justification à la politique du « Bloc des Quatre classes ». Le joug de l'impérialisme a, dit-on, pour résultat, que « toutes (!) les classes de Chine reconnaissent également (!) le Gouvernement de Canton comme le Gouvernement national de toute la Chine. » (Discours de Kalinine, *Isvestia*, 6 mars). C'est là, au fond, la position de Dai-Tchi-Tao, de la droite du K.M.T., qui prétend qu'à cause de l'oppression impérialiste, les lois de la lutte des classes n'existent pas pour la Chine.

La Chine est un pays opprimé, semi-colonial. Le développement des forces productrices de la Chine, s'effectuant sous la forme capitaliste, exige le renversement du joug impérialiste. La guerre d'indépendance nationale est, en Chine, une guerre progressive, à la fois parce qu'elle découle des exigences du progrès économique et moral du pays, et parce qu'elle facilite le développement de la révolution prolétarienne anglaise et universelle.

Mais cela ne signifie pas que le joug impérialiste soit un joug mécanique, pesant « également » de l'extérieur sur « toutes » les classes de la Chine. Le rôle énorme que joue le capital étranger dans la vie de ce pays, est cause que des catégories très importantes de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste militaire, ont lié leurs destinées à celle de l'impérialisme. Sans cela, on ne pourrait comprendre le rôle colossal des militaristes dans la Chine moderne.

Ce serait aussi une profonde naïveté de croire qu'entre la bourgeoisie des « compradors », c'est-à-dire des agents économiques et politiques du capital étranger, en Chine, et la bourgeoisie nationale, il y ait abîme. Au contraire, ces deux catégories sont incomparablement plus près l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur, en jetant continuellement un œil hostile sur les ouvriers et les paysans, prête continuellement à passer un compromis avec l'impérialisme.

Installée dans le K.M.T. et à sa direction, la bourgeoisie nationale a été, au fond, un instrument des compradors et des impérialistes. Elle ne peut rester dans le camp de la guerre nationale qu'à cause de la faiblesse du mouvement ouvrier et paysan, du peu de développement de la lutte des classes, du manque d'importance du parti communiste chinois et de la docilité du K.M.T. entre les mains de la bourgeoisie.

C'est une erreur grossière de penser que l'impérialisme crée mécaniquement, de l'extérieur, une cohésion entre toutes les classes de la Chine. C'est là la position du cadet chinois Dei-Tchi-Tao, et nullement la nôtre. La lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, loin d'affaiblir la différenciation politique entre les classes, la renforce. L'impérialisme est, en Chine, dans toutes les relations intérieures, une force de première puissance. La source de cette force ne se trouve pas dans les navires de guerre du Yang-Tsé-Kiang (ce ne sont là que des moyens auxiliaires), mais dans la liaison politique et économique du capital étranger avec la bourgeoisie indigène. La lutte contre l'impérialisme, précisément à cause de la puissance économique et militaire de celui-ci, exige de la part du peuple chinois, dans toute sa masse, un effort colossal. Pour soulever véritablement contre l'impérialisme les ouvriers et les paysans ; il faut rattacher leurs intérêt vitaux les plus essentiels et les plus profonds à la cause de la libération nationale. Une grève, petite ou grande, une émeute paysanne, une insurrection du peuple opprimé des villes et des campagnes contre les usuriers, contre la bureaucratie, contre les satrapes locaux, en un mot, tout ce qui éveille la foule, la groupe, l'éduque, la trempe, est un progrès réel dans la voie de l'affranchissement révolutionnaire et social du peuple chinois. Faute de cela, les succès militaires et les échecs des généraux de droite, de demi-droite ou de demi-gauche, resteront à l'écume sur la surface de l'Océan. Mais, tout ce qui relève la foule opprimée et écrasée des travailleurs, pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance déclarée avec l'impérialisme. La lutte des classes entre la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes, loin d'être affaiblie par l'oppression impérialiste, est au contraire exaspérée à chaque conflit sérieux, jusqu'à se changer en guerre civile sanglante. La bourgeoisie chinoise a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans chinois de son argent, de ses marchandises et de ses obus.

Pour penser qu'on puisse arriver à l'affranchissement national de la Chine, en calmant la lutte des classes, en freinant les grèves, les mouvements agraires, en renonçant à l'armement des masses, il faut être de ces misérables philistins ou sycophantes qui espèrent dans leur cœur obtenir là liberté de la Chine comme une aumône de l'impérialisme, en récompense de la bonne conduite du peuple chinois. Quand le camarade Martinov propose de substituer aux grèves et à la lutte agraire l'arbitrage gouvernemental, il ne se distingue en rien de Daï-Tchi-Tao, l'inspirateur philosophique de la politique de Chang-Kaï-Chek.

REVOLUTION DEMOCRATIQUE OU REVOLUTION SOCIALISTE ?

4. On attribue à l'opposition cette affirmation insensée que la Chine serait, dès aujourd'hui, à la veille d'une dictature socialiste du prolétariat. Dans cette « critique », il n'y a rien d'original. Déjà, à la veille de 1905, et plus tard, les menchéviks ont proclamé à maintes reprises que la tactique de Lénine serait légitime si la Russie était directement à la veille d'une révolution socialiste. Lénine leur expliquait que sa tactique était le seul moyen d'arriver à la victoire radicale de la révolution démocratique qui, dans des circonstances favorables, se

transformerait peu à peu en révolution socialiste.

La question du développement « non-capitaliste » de la Chine a été soulevée indirectement par Lénine : Pour lui comme pour nous, c'était une vérité élémentaire que la Révolution chinoise, laissée à ses propres forces, c'est-à-dire *sans l'aide du prolétariat victorieux de l'U.R.S.S. et de la classe ouvrière de tous les pays d'avant-garde*, ne peut se terminer que par la conquête de plus larges possibilités d'évolution capitaliste avec des conditions plus avantageuses pour le mouvement ouvrier.

5. Il n'en est pas moins faux que ces questions : Le prolétariat chinois a-t-il besoin d'un parti de classe qui lui soit propre ? Ce parti a-t-il besoin de faire bloc avec le K.M.T. ou de lui être subordonné ? Faut-il des Soviets ? etc., doivent être résolues différemment selon l'idée que nous nous faisons de la marche et de la vitesse des étapes *suivantes* de la Révolution chinoise. Il est fort possible que la Chine ait à traverser une phase relativement prolongée de parlementarisme, en commençant par une assemblée constituante. Cette dernière revendication est inscrite sur le drapeau du parti communiste. Si la révolution démocratique bourgeoise ne se transforme pas prochainement en révolution socialiste, les Soviets de députés ouvriers et paysans céderont très probablement la place à un certain moment à un régime bourgeois, lequel, à son tour, dans un stade nouveau et en rapport avec les progrès de la Révolution mondiale, cédera la place à la dictature du prolétariat.

6. Mais, d'abord, la fatalité de l'évolution capitaliste est loin d'être démontrée ; ensuite, argument qui pour nous est en ce moment beaucoup plus actuel, les objectifs bourgeois peuvent être résolus de bien des façons. La formule d'une Assemblée constituante n'est qu'une abstraction vide de sens et souvent charlatanesque, si on ne dit pas qui la convoquera et sur quel programme. Dès demain, Chang-Kaï-Chek peut lancer le mot d'ordre de l'Assemblée constituante contre nous, comme il a lancé aujourd'hui son « programme ouvrier et paysan ». Nous voulons une Assemblée constituante convoquée non point par Chang-Kaï-Chek, mais par un Comité exécutif des Soviets Ouvriers et Paysans. Voilà la seule voie sérieuse et sûre.

7. C'est une tentative bien inconsistante de la part de Boukharine de justifier la tactique opportuniste de conciliation en invoquant le rôle qu'on prétend dominant dans l'économie chinoise des « survivances de la féodalité ». Si même cette appréciation de l'économie chinoise était fondée sur une analyse économique, et non sur des définitions scholastiques, les « survivances de la féodalité » ne justifieraient en rien la politique qui a si manifestement facilité le coup d'Etat d'avril.

La Révolution chinoise a un caractère national bourgeois, surtout pour cette raison que le développement des forces productrices du capitalisme s'est heurté à la dépendance douanière de la Chine par rapport aux pays impérialistes.

Les obstacles mis aux progrès de l'industrie chinoise et du marché intérieur entraînent la conservation ou la renaissance des formes économiques les plus retardataires dans l'agriculture, des formes d'exploitation les plus parasitaires, des formes d'oppression et de violence les plus barbares, une surpopulation croissante ainsi que la persistance et l'aggravation du paupérisme et de toutes sortes d'assujettissements.

Quelle que soit l'importance relative des éléments spécifiquement « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent par la lutte contre la bourgeoisie, et non pas en alliance avec elle.

Plus grande et compliquée est la complexité des relations féodales et capitalistes, moins la révolution agraire peut être résolue par une législation venant d'en haut, plus est indispensable l'initiative révolutionnaire des masses paysannes en union étroite avec les ouvriers et la population pauvre des villes, plus est fausse une politique qui s'accroche convulsivement à l'alliance avec les bourgeois et les grands propriétaires fonciers, subordonnant à cette alliance son action dans les masses. La politique du « bloc des quatre classes » n'a pas seulement préparé le bloc de la bourgeoisie avec l'impérialisme, elle a entraîné la conservation de toutes les survivances de barbarie dans l'administration et dans l'économie.

Invoquer en particulier contre les soviets le caractère bourgeois de la Révolution chinoise, c'est purement et simplement renier les leçons de nos révolutions bourgeoises de 1905 et de février 1917. L'objectif essentiel et immédiat de ces révolutions était l'abolition du régime autocratique et féodal. Cet objectif, loin d'exclure, a réclamé l'armement des ouvriers et la formation des soviets.

Voici en quels termes Lénine traitait ce sujet après la Révolution de février :

« Pour combattre effectivement la monarchie tzariste, pour garantir effectivement la liberté (non pas verbalement, non pas dans la bouche des beaux parleurs du libéralisme), ce ne sont pas les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau Gouvernement, mais ce Gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers. Car l'unique garantie de la liberté et de l'abolition complète du tzarisme est *l'armement du prolétariat*, la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force des soviets de députés ouvriers et soldats. Tout le reste n'est que phrases et mensonges de politiciens libéraux et radicaux qui se trompent eux-mêmes. Aidez à l'armement des ouvriers ou du moins ne l'entravez pas, et la liberté en Russie sera invincible, la monarchie impossible à restaurer, la république assurée. Autrement le peuple sera trompé. Les promesses ne coûtent pas cher. Elles ne coûtent rien. Tous les politiciens bourgeois de *toutes* les révolutions bourgeoises ont nourri le peuple de promesses et ont bourré le crâne aux ouvriers. Notre révolution est bour-

geoise, et *c'est pourquoi* les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, disent les mauvais politiciens du camp liquidateur. Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous autres marxistes, et *c'est pourquoi* les ouvriers doivent ouvrir les yeux du peuple sur les mensonges des politiciens bourgeois, et lui apprendre à ne pas croire sur parole, à se confier seulement à *ses* propres forces, à *sa* propre organisation, à *sa* cohésion, à *son* armement. »

(Lénine, T. XIV, première partie, p. 10 et 11. — *Pravda*, 21 mars 1917.)

Le révolutionnaire chinois qui, chassant de son cerveau les résolutions et les commentaires trop habiles sur le bloc des quatre classes, pénétrera le sens de ces simples paroles de Lénine, sera sûr de ne pas se tromper et arrivera au but.

L'ECOLE DE MARTINOV DANS LA QUESTION CHINOISE

8. La direction officielle de la Révolution chinoise s'est toujours orientée sur « le front unique national » ou sur « le bloc des quatre classes » (rapports de Boukharine, article de tête de *L'Internationale Communiste* n° 2, discours non publié de Staline aux militants actifs de Moscou, le 5 avril 1927, article de Martinov dans *La Pravda* du 10 avril, éditorial de *La Pravda* du 16 mars, discours de Kalinine dans les *Isvestia* du 6 mars, discours de Roudzoutak dans *La Pravda* du 9 mars, etc., etc.). Les choses sont allées si loin sur cette voie qu'à la veille même du coup d'Etat de Chang-Kai-Chek, *La Pravda* proclamait, contre l'opposition, que la Chine révolutionnaire était gouvernée, non par un pouvoir bourgeois, mais par un « Gouvernement du bloc des quatre classes ».

La philosophie de Martinov, qui a le triste courage de pousser toutes les erreurs de Staline et de Boukharine en matière de politique chinoise jusqu'à leur terme logique, ne rencontre pas l'ombre d'une objection. Et pourtant, elle revient à fouler aux pieds les principes fondamentaux du marxisme. Elle reproduit les traits les plus grossiers du menchevisme russe et international appliqué à la Révolution chinoise. Dan, le leader des mencheviks, écrit dans le dernier numéro du *Messager Socialiste* :

« En principe, les bolcheviks aussi étaient pour la conservation du « front unique » dans la Révolution chinoise jusqu'à l'accomplissement de l'objectif de libération nationale. Le 10 avril, dans *La Pravda*, Martinov prouvait très sagement, et malgré les injures obligées à l'égard de la social-démocratie, selon la bonne méthode menchevique, contre l'oppositionnel de gauche Radek, la justesse de la position *officielle*, insistant pour la conservation du « bloc des quatre classes » et demandant que l'on ne se hâte pas de renverser un gouvernement de coalition où les ouvriers siègent côte à côte avec la grosse bourgeoisie, et qu'on ne lui impose pas prématurément des objectifs socialistes. »

(N° 8, 23 avril 1927, p. 4.)

Tout homme connaissant l'histoire de la lutte du bolchevisme contre le menchevisme, et en particulier dans la question de la bourgeoisie libérale, est obligé de reconnaître que l'approbation accordée par Dan aux « sages principes » de l'école de Martinov n'est pas accidentelle, mais au contraire parfaitement logique. Ce qu'il y a de contre-nature, c'est seulement que cette école élève impunément la voix dans les rangs de l'Internationale Communiste.

La vieille tactique menchevique de 1905-17, balayée par le cours des événements, est aujourd'hui transportée en Chine par l'école de Martinov, tout comme le commerce capitaliste écoule dans les colonies ses marchandise de mauvaise qualité, qui ne trouvent pas acheteur dans la métropole. La marchandise n'est même pas rafraîchie. Les arguments sont les mêmes, lettre pour lettre, qu'il y a vingt ans. Seulement, là où il y avait *autocratie*, on écrit *impérialisme*. Evidemment l'impérialisme britannique se distingue de l'autocratie, mais les raisonnements mencheviques qui s'y réfèrent ne se distinguent en rien de ceux qui se référaient à l'autocratie. La lutte contre l'impérialisme étranger, comme la lutte contre l'autocratie est une lutte de classes. Elle ne se laisse pas capter par l'idée du front unique national : les événements sanglants d'avril, conséquence directe de la politique du bloc des quatre classes, en témoignent éloquemment.

COMMENT LA LIGNE A ETE MISE EN PRATIQUE

9° Sur la période écoulée, terminée par le coup d'Etat d'avril, les thèses de Staline disent :

« La ligne adoptée était la seule ligne juste. »

Qu'a-t-elle donné en pratique ? Une réponse éloquente est fournie par Tam-Pin-San, le ministre communiste de l'Agriculture, dans son rapport au 7e plénum du C.E. de l'I.C. en décembre 1926. (1).

« Depuis l'installation en juillet dernier, du Gouvernement national de Canton qui est nominalement le Gouvernement de l'aile gauche, *le pouvoir est pratiquement entre les mains de la droite*... Le mouvement des ouvriers et des paysans ne peut prendre toute son envergure par suite de toutes sortes d'obstacles. Après l'affaire de mars, il s'est établi une *dictature militaire du Centre* (c'est-à-dire de Chang-Kai-Chek), le pouvoir politique demeurant entre les mains de la droite. Toute l'autorité qui au fond aurait dû (!) appartenir à la gauche est définitivement perdue. »

Ainsi, la gauche « aurait dû » détenir le pouvoir, mais elle l'a définitivement perdu ; le pouvoir appartenait à la droite; l'autorité militaire, de beaucoup plus puissante, s'est trouvée entièrement entre les mains de Chang-Kai-Chek et du « Centre », qui est devenu en effet le centre du complot. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi « le mouvement des ouvriers et des paysans » n'a pas pu se développer comme il le fallait.

Tam-Pin-San définit encore mieux les résultats pratiques de la « seule ligne juste » :

«... *Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans...* Après de longs pourparlers avec nous, le Gouvernement n'a même pas promulgué une loi sur les syndicats... Le Gouvernement n'a pas accepté les revendications paysannes que nous lui présentions au nom de diverses organisations publiques. Dans les conflits éclatant entre gros propriétaires et paysans pauvres, le Gouvernement a toujours pris le parti des premiers. »

Comment tout cela a-t-il pu arriver ? Tam-Pin-San en indique prudemment deux raisons :

a) Les leaders de la gauche ne sont pas capables d'affermir et d'élargir leur influence au moyen du pouvoir politique. »

b) L'aile droite « en partie *à cause de notre tactique erronée*, a toute possibilité d'action ».

10° Telle est la situation politique qui a reçu le nom pompeux de « bloc des quatre classes ». De blocs de ce genre, non seulement l'histoire révolutionnaire, mais aussi l'histoire parlementaire des pays bourgeois est pleine : la grosse bourgeoisie traîne à sa remorque les démocrates petits-bourgeois, les phraseurs du front unique national, et ces derniers, tournant la tête aux ouvriers, les inféodent à la bourgeoisie. Quand la « queue » prolétarienne, en dépit des efforts des phraseurs petit-bourgeois, commence à s'agiter trop violemment, la bourgeoisie ordonne à ses généraux de taper dessus. Alors, les opportunistes constatent d'un air profond que la bourgeoisie « a trahi » la cause nationale.

11° Mais la bourgeoisie chinoise n'a-t-elle pas « quand même » combattu l'impérialisme ? Cet argument, lui aussi, n'est qu'un lieu commun sans substance. Les opportunistes de tous pays, dans les cas analogues, ont toujours assuré les ouvriers que la bourgeoisie libérale combat la réaction. La bourgeoisie chinoise a profité de l'aide de la démocratie petite-bourgeoise, uniquement pour conclure avec l'impérialisme une alliance contre les ouvriers. La campagne contre le Nord, a servi seulement à rendre la bourgeoisie plus forte, les ouvriers plus faibles. La tactique qui a préparé un pareil résultat est une tactique fausse. « Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans », dit Tam-Pin-San. Pourquoi ? Pour soutenir le bloc des quatre classes. Résultat ? Un gros succès de la Contre-Révolution bourgeoise, la consolidation de l'impérialisme ébranlé, l'affaiblissement de l'U.R.S.S. Cette politique est criminelle. Avant de l'avoir condamnée impitoyablement, impossible de faire un pas en avant.

LES THESES JUSTIFIENT LA « LIGNE » QUE RIEN NE PEUT JUSTIFIER

12° Les thèses tentent encore aujourd'hui de justifier la politique qui a lié le parti du prolétariat à la grosse bourgeoisie à l'intérieur d'une seule et même organisation, le K.M.T., en laissant toute la direction à la bourgeoisie. Les thèses disent : « c'était une ligne... tendant à utiliser la droite, ses liaisons et son expérience, pour autant qu'elle se soumet (!) à la discipline du K.M.T. » « Nous savons maintenant comment la bourgeoisie s'est soumise « à la discipline » et comment le prolétariat a utilisé la droite, c'est-à-dire les gros et moyens bourgeois, ses liaisons (avec les impérialistes) et son expérience (dans l'étranglement des ouvriers). Cette « utilisation » est écrite en lettres de sang dans le livre de la Révolution chinoise. Mais cela n'empêche pas les thèses de déclarer : « Les événements qui ont suivi ont entièrement confirmé la justesse de cette ligne. » On ne saurait aller plus loin. D'un immense coup d'Etat contre-révolutionnaire, les thèses de Staline tirent cette conclusion véritablement pitoyable que la politique « d'isolement de la droite » à l'intérieur du K.M.T. unifié doit être « remplacée » par une politique de « lutte déclarée » contre la droite. Tout cela après que les « camarades » de la droite du parti ont fait parler les mitrailleuses.

13° Les thèses invoquent, il est vrai, de précédentes « prédictions » sur le détachement fatal de la bourgeoisie. Mais est-ce que de pareilles prédictions sont suffisantes pour faire une politique bolchevique ? Prédire que la bourgeoisie se détournera de la Révolution, c'est prononcer un lieu commun, à moins qu'on en tire des conséquences politiques déterminées. Dans l'article déjà cité, approuvant la ligne officieuse de Martinov, Dan écrit : « Dans un mouvement qui embrasse des classes antagonistes, *le front unique ne saurait naturellement être éternel* ». (*Messager Socialiste*, 28 avril 1927, p. 3.) Dan admet donc « le détachement fatal de la bourgeoisie ». En pratique, la politique du menchévisme dans la révolution consiste à conserver le front unique à tout prix, aussi longtemps que possible, quitte à adapter sa politique à celle de la bourgeoisie, quitte à rogner les mots d'ordre et l'activité des masses, et même, comme en Chine à soumettre organiquement le parti ouvrier à l'appareil politique de la bourgeoisie. La méthode bolchevique, au contraire, consiste à se désolidariser absolument, en politique comme dans l'organisation, de la bourgeoisie, à

(1) Imprimé en brochure avec préface de Raskolnikof F., sous le titre : *Voies de développement de la Révolution chinoise*. Il donne un exposé consciencieux et par suite accablant pour la « ligne ». Les conclusions de l'auteur sont fuyantes et contradictoires, reflétant d'une part la pression de la lutte des classes en Chine, et de l'autre « la seule ligne juste », en contradiction criante avec les faits. La préface est remarquable uniquement par son incompréhension totale de ce qui a été, de ce qui est et de ce qui sera.

démasquer impitoyablement cette dernière dès les premiers pas de la Révolution, à détruire toutes les illusions petite-bourgeoises sur l'unité de front avec la bourgeoisie, à combattre sans relâche pour enlever à la bourgeoisie la direction des masses, à expulser sans pitié du parti communiste tous ceux qui sèment de vaines espérances dans la bourgeoisie ou qui l'idéalisent.

DEUX VOIES DE DEVELOPPEMENT ET LES ERREURS DU PASSE

14. Les thèses du camarade Staline tentent, il est vrai, d'opposer l'une à l'autre deux voies de développement de la Révolution chinoise : l'une sous la direction de la bourgeoisie, écrasant le prolétariat et faisant nécessairement alliance avec l'impérialisme étanger ; l'autre sous la direction du prolétariat, contre la bourgeoisie.

Mais pour que cette seconde perspective de révolution démocratique bourgeoise ne reste pas un vain mot, il faut dire franchement que toute la direction de la Révolution chinoise s'est trouvée jusqu'ici en complète contradiction avec elle. L'opposition a été et est en butte à des critiques acharnées, précisément parce que dès le début, elle a défendu le point de vue de Lénine, c'est-à-dire la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour la direction des masses opprimées des villes et des campagnes dans le cadre et sur le terrain de la révolution démocratique nationale.

15. Il découle des thèses de Staline que le prolétariat ne pourrait se séparer de la bourgeoisie qu'après que cette dernière l'aurait déjà rejeté, désarmé, décapité et foulé aux pieds. Mais, c'est précisément ainsi que s'est déroulée la Révolution avortée de 1848 : on a vu alors le prolétariat, sans drapeau à lui, suivre la démocratie petite-bourgeoise, qui, à son tour se traînait derrière la bourgeoisie libérale, et sacrifia les ouvriers au sabre de Cavaignac. Si grande que soit l'originalité de la situation chinoise, le caractère essentiel de l'évolution suivie par la Révolution de 1848 se retrouve dans la Révolution chinoise avec une précision si accablante qu'on disait perdues les leçons de 1848, de 1871, de 1905, de 1917, du parti communiste de l'U.R.S.S. et de l'I.C.

C'est désormais un lieu commun que Chang-Kai-Chek a joué le rôle d'un Cavaignac républicain libéral. Les thèses de Staline, après l'opposition, reconnaissent cette analogie. Mais cette analogie a besoin d'être complétée. Cavaignac aurait été impossible sans les Ledru-Rollin, les Louis Blanc et autres phraseurs du front national. Qui donc a joué ce rôle en Chine ? Ce n'est pas seulement Wan-Tin-Wey, ce sont aussi les dirigeants du parti communiste et surtout leurs inspirateurs du C.E. de l'I.C. Si on ne le dit pas franchement, si on ne fait pas la lumière, la philosophie des deux voies de développement servira seulement à masquer l'opportunisme à la Louis Blanc et à la Martinov, c'est-à-dire à préparer la répétition de la tragédie d'avril dans une nouvelle étape de la Révolution chinoise.

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

16. Pour avoir le droit de parler, de défendre la méthode bolchevique de révolution démocratique, il faut avoir en mains l'arme essentielle de la politique prolétarienne : *un parti prolétarien indépendant* combattant sous son étendard à lui et ne laissant jamais sa politique et son organisation se fondre dans celle des autres classes. Si l'indépendance théorique, politique et organique absolue du parti communiste n'est pas assurée, parler des « deux voies de développement », c'est se moquer du bolchevisme. Or, le parti communiste chinois a toujours été, *non pas l'allié* de la fraction petite-bourgeoise révolutionnaire du K.M.T., mais le *subordonné* de tout le K.M.T., qui se laisse en réalité conduire par la grosse bourgeoisie, détentrice de l'armée et du pouvoir. Le parti communiste s'est soumis à la discipline politique de Chang-Kai-Chek. Il s'est engagé à ne pas critiquer le programme de Sun-Yat-Sen, c'est-à-dire la théorie petite-bourgeoise tournée non seulement contre l'impérialisme, mais aussi contre la lutte des classes. Il a été privé de presse lui appartenant en propre, c'est-à-dire de l'arme principale d'un parti indépendant. Dans ces conditions, parler de la lutte du prolétariat pour l'hégémonie, c'est se tromper soi-même et tromper les autres.

17. Comment explique-t-on la position subordonnée, impersonnelle, politiquement indigne du parti communiste dans le K.M.T. de Chang-Kai-Chek ? Par l'orientation sur l'unité du front national sous la direction effective de la bourgeoisie qui « ne peut pas » se détacher de la Révolution (école de Martinov), c'est-à-dire par la négation pratique de la seconde voie, la voie bolchevique, dont les thèses de Staline ne parlent qu'après coup, à titre de paravent.

Justifier une telle politique par la nécessité de l'alliance ouvrière et paysanne, c'est réduire cette alliance à l'état de phrase, de camouflage du rôle de commandement de la bourgeoisie. La situation dépendante du parti communiste, résultat inévitable du « bloc des quatre classes », a été le principal obstacle qui a entravé le mouvement ouvrier et paysan, et par conséquent aussi la véritable alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans laquelle on ne saurait concevoir le triomphe de la Révolution chinoise.

18. Qu'adviendra-t-il du parti communiste à l'avenir ?

Les thèses contiennent là-dessus une seule phrase, mais capable de semer le plus grand trouble et de causer d'irréparables dommages : « ... Luttant dans les rangs du K.M.T. révolutionnaire, le parti communiste doit plus que jamais *conserver son indépendance.* » La conserver ? Mais, jusqu'à ce jour, le parti communiste n'a pas eu d'indépendance. Son absence d'indépendance est même la cause de tous les maux et de toutes les erreurs. Dans cette question fondamentale, les thèses, au lieu d'en finir une fois pour toutes avec la pratique du passé, prétendent la conserver « plus que jamais ». On veut donc conserver la dépendance idéologique, politique et organique du parti prolétarien par rapport au parti petit-bourgeois, qui est condamné par la force des choses à se transformer en instrument de la grosse bourgeoisie.

Pour justifier une politique fausse, on est obligé de nommer la dépendance « indépendance » et de demander la conservation de ce qui devrait être à jamais enterré.

19. — Le bolchevisme chinois ne peut naître que d'une auto-critique impitoyable de la part des meilleurs éléments du parti communiste. Notre devoir est d'aider ces éléments. En voulant replâtrer les erreurs du passé, après avoir artificiellement empêché leur mise en discussion, on causera de grands malheurs, principalement pour le parti communiste chinois. Si nous ne l'aidons pas à se débarrasser, dans le plus bref délai, du menchévisme et des menchéviks, il entrera dans une phase de crise prolongée, avec des scissions, des désertions, des rivalités acharnées de groupements. En outre, de graves défaites de l'opportunisme peuvent frayer la voie aux influences anarcho-syndicalistes.

Si le parti communiste chinois, malgré le mouvement ouvrier de masses, malgré une puissante croissance des syndicats, malgré le mouvement agraire révolutionnaire des campagnes, doit demeurer partie intégrante d'un parti bourgeois, et entrer, à titre d'appendice, sans autorité, dans un Gouvernement national formé par ce parti bourgeois, alors, il faudra dire franchement : Le temps n'est pas encore venu pour le parti communiste en Chine. Il vaut mieux ne pas constituer de parti communiste que de le discréditer ainsi au moment d'une révolution, c'est-à-dire à une époque où des liens de sang le rattachent aux masses et où naissent de grandes traditions destinées à vivre pendant des dizaines d'années.

QUI S'EST TROMPE SUR LA VITESSE ?

20. — Les thèses de Staline contiennent, comme de juste, une section entière consacrée aux « erreurs de l'opposition ». Au lieu de taper à droite, c'est-à-dire sur les erreurs de Staline lui-même, les thèses s'acharnent à frapper à gauche, redoublant ainsi les erreurs, accumulant la confusion, rendant plus difficile la guérison et poussant la ligne directrice du parti dans l'ornière de l'opportunisme.

21. — Accusation principale : l'opposition « ne comprend pas que la Révolution en Chine ne saurait se développer à grande vitesse ». Les thèses parlent ici de la vitesse de la Révolution d'octobre, qui n'a rien à y voir. Si l'on veut parler de vitesse, il faut la mesurer, non pas d'après l'étalon extérieur de la Révolution d'octobre, mais d'après la situation des classes à l'intérieur même de la Révolution chinoise. La bourgeoisie chinoise, on le sait, n'a pas tenu compte des prescriptions sur la vitesse ralentie. En avril 1927, elle a jugé le moment parfaitement venu de jeter le masque du front unique, qui lui avait si bien servi, pour taper de toutes ses forces sur la Révolution. Le parti communiste, le prolétariat, et avec eux la gauche du K.M.T., se sont trouvés absolument pris à l'improviste. Pourquoi ? Parce que la direction comptait sur une vitesse ralentie, parce qu'elle était irrémédiablement en retard sur les événements, parce qu'elle était infectée de « suivisme ».

Le 20 avril, c'est-à-dire après le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek, le C.C. du K.M.T. publia, de concert avec le Gouvernement « gauche » d'Ouhan, un manifeste qui disait :

« *Nous ne pouvons aujourd'hui que regretter* (!) *de n'avoir pas agi quand il en était encore temps.* Nous en apportons nos regrets sincères (!) » (Pravda, 28 avril 1927).

Ces aveux pitoyables et larmoyants contiennent, contre la volonté des auteurs, une impitoyable réfutation de la philosophie de Staline sur la « vitesse » de la Révolution chinoise.

22. — Nous avons persisté à soutenir le bloc avec la bourgeoisie, au moment où les masses ouvrières se ruaient dans la lutte indépendante. Nous avons prétendu utiliser l'expérience de la droite, et nous avons été un jouet entre ses mains. Nous avons fait la politique de l'autruche, en taisant dans la presse et en cachant à notre propre parti le premier coup d'Etat de Chang-Kai-Chek en mars 1926, ainsi que les fusillades d'ouvriers et de paysans, et en général tous les faits qui caractérisaient le caractère contre-révolutionnaire de la direction du K.M.T. Nous avons négligé de veiller à l'indépendance de notre propre parti. Nous n'avons pas fondé de journal pour lui. « Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans. » (Tam-Pin-San). Nous n'avons pas fait de démarche sérieuse pour soumettre les soldats à notre influence. Nous avons laissé Chang-Kai-Chek et sa bande installer « la dictature militaire du Centre », c'est-à-dire de la contre-révolution bourgeoise. A la veille encore du coup d'Etat, nous vantions partout Chang-Kai-Chek. Nous affirmions qu' « il était soumis à la discipline » et que nous avions réussi « à prévenir, par une manœuvre habile, le brusque tournant à droite qui menaçait la Révolution chinoise. » (Préface de Raskolnikof à la brochure de Tam-Pin-San). Nous avons été en retard sur les événements sur toute la ligne. A chaque pas, nous avons perdu de la vitesse au profit de la bourgeoisie. Nous avons ainsi créé les conditions les plus avantageuses pour la contre-révolution bourgeoise. La gauche du K.M.T. nous apporte du moins « ses regrets sincères ». Mais les thèses de Staline tirent de toute cette chaîne d'erreurs vraiment sans exemple la conclusion digne de remarque que l'opposition réclame... une vitesse trop accélérée.

23. — De plus en plus souvent, on entend dans nos réunions accuser « l'extrême-gauche » de Chang-Haï et, en gé-

néral, les ouvriers chinois d'avoir, par leurs « excès » provoqué Chang-Kai-Chek. On ne fournit d'ailleurs nul exemple de ces excès. Mais que pourraient-ils prouver ? Aucune révolution vraiment populaire, entraînant dans son tourbillon des millions, ne saurait être exempte d' « excès ». Une politique qui prétend prescrire à des masses qui viennent de se réveiller, un itinéraire respectueux de l' « ordre bourgeois » est une politique d'incurables philistins. Elle se brisera toujours contre la logique de la guerre civile quand, adressant de tardives malédictions aux Cavaignac et aux Kornilov, elle dénonce en même temps les prétendus excès de la gauche.

La « faute » des ouvriers chinois consiste à avoir été surpris par le moment critique de la Révolution dans un état d'impréparation, d'inorganisation et de désarmement. Mais ce n'est pas leur faute, c'est leur malheur. La responsabilité en retombe entièrement sur une mauvaise direction qui a laissé passer tous les délais.

EXISTE-T-IL DEJA UN NOUVEAU CENTRE REVOLUTIONNAIRE, OU BIEN FAUT-IL LE CREER ?

24. — Sur l'état actuel de la Révolution chinoise, les thèses proclament: « Le coup d'Etat de Chang-Kai-Chek signifie qu'il y aura désormais, dans le Sud, deux camps, deux Gouvernements, deux armées, deux centres ; un centre de la révolution à Ouhan et un centre de la contre-révolution à Nankin. » Quelle caractéristique inexacte, superficielle, et vulgaire ! Il ne s'agit pas des deux moitiés du K.M.T., mais d'un nouveau groupement des classes. Penser que le Gouvernement d'Ouhan soit un centre déjà tout prêt, qui continuera purement et simplement la Révolution à partir de l'endroit où elle a été arrêtée et culbutée par Chang-Kai-Chek, c'est considérer le coup d'Etat contre-révolutionnaire d'avril comme une équipée personnelle, comme un épisode, c'est en un mot, ne rien comprendre.

Les ouvriers n'ont pas seulement été écrasés. Ils ont été écrasés par ceux-là mêmes qui les conduisaient. Peut-on croire maintenant que les masses suivront la gauche du K.M.T. avec la même confiance qu'elles accordaient hier au K. M.T. dans son ensemble ? Et pourtant, il y a à combattre désormais, non plus seulement les anciens militaristes, liés à l'impérialisme, mais aussi la bourgeoisie « nationale », à qui notre politique foncièrement fausse a permis de s'emparer de l'appareil militaire et d'une fraction importante de l'armée.

Pour mener la lutte dans un stade nouveau et plus élevé de la Révolution, il faut avant tout inspirer confiance aux masses trompées et éveiller les masses encore assoupies. Pour cela, il faut d'abord montrer que la honteuse politique qui « sacrifiait les intérêts des ouvriers et des paysans » (voir Tam-Pin-San) pour soutenir le bloc des quatre classes, est à jamais disparue. Tout individu qui penchera du côté de cette politique doit être impitoyablement chassé du parti communiste chinois.

Il faut rejeter bien loin cette misérable idée de dirigeants superficiels, selon laquelle on pourrait encore aujourd'hui, après ces sanglantes épreuves, soulever et conduire des millions d'ouvriers et de paysans en déployant seulement le drapeau du K.M.T. Nous ne livrerons à personne le drapeau bleu du K.M.T. !, s'écrie Boukharine). Non, les masses réclament un programme révolutionnaire et une organisation de combat sortant de leurs propres rangs et offrant la garantie intérieure d'une liaison certaine avec les masses et d'une parfaite fidélité. Pour cela, les dirigeants d'Ouhan ne suffisant pas, il faut des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, des soviets de travailleurs.

LES SOVIETS ET L'ARMEMENT DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

25. Les thèses de Staline, qui repoussent le mot d'ordre vital et indispensable des soviets, déclarent d'une façon quelque peu inattendue que le principal « contrepoison (?) à opposer à la contre-révolution est l'armement des ouvriers et des paysans ». Incontestablement, l'armement des ouvriers et des paysans est une chose très nécessaire. Là-dessus, il n'y aura pas de désaccord entre nous. Mais, comment donc expliquer que pour le bien de la Révolution on ait jusqu'ici jugé utile de n'armer les ouvriers que « dans des proportions minimes » ? que les représentants de l'I.C. se soient pratiquement *opposés* à l'armement des ouvriers ? (voir la lettre de 4 camarades à la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. à l'I.C.), que, malgré la possibilité qu'ils avaient de s'armer, les ouvriers se soient trouvés sans armes au moment du coup d'Etat ? Tout cela s'explique par le désir de ne pas rompre avec Chang-Kaï-Chek, de ne pas chagriner Chang-Kaï-Chek, de ne pas le rejeter à droite. Le merveilleux « contrepoison » a manqué précisément le jour où il était le plus nécessaire. Aujourd'hui, même à Ouhan, la masse ouvrière ne s'arme pas, pour « ne pas rejeter » Wan-Tin-Wei.

26. L'armement des ouvriers et des paysans est une chose excellente. Mais il faut être logique. Il y a déjà dans le Sud des paysans armés ; ce sont les armées nationales. Et, cependant, loin d'être « le contrepoison opposé à la contre-révolution », elles en ont été l'instrument. Pourquoi ? Parce que la direction politique, au lieu d'embrasser par l'intermédiaire de soviets de députés soldats, toute la masse de l'armée, s'est bornée à copier extérieurement nos « sections politiques » et nos commissaires. Tout cela, en l'absence d'un parti révolutionnaire indépendant et de soviets de soldats, s'est changé en un simple paravent du militarisme bourgeois.

27. Les thèses de Staline repoussent la formule des soviets, sous prétexte que ce serait « un mot d'ordre de lutte contre l'autorité du K.M.T. révolutionnaire ». Mais, que veulent dire alors ces mots : « le principal contrepoison à opposer à la contre-révolution est l'armement des ouvriers et des paysans » ? Contre qui s'armeront les ouvriers et les paysans ? Ne sera-ce point contre l'autorité du K. M.T. révolutionnaire ?

Le mot d'ordre de l'armement des ouvriers et des paysans, s'il n'est pas une phrase, un paravent, mais un appel aux actes, a un caractère non moins aigu que celui des soviets ouvriers et paysans. Peut-on croire que le peuple armé souffrira à côté ou au-dessus de lui l'autorité d'une bureaucratie étrangère et ennemie ? L'armement effectif des ouvriers et des paysans, dans les conditions données, entraîne fatalement la formation des soviets.

28. Qui armera les masses ? Qui dirigera ces hommes armés ? Tant que les armées nationales avançaient et que les armées du Nord cédaient du terrain, l'armement des ouvriers aurait pu s'effectuer relativement sans peine. L'organisation en temps utile de soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, aurait été en effet « un contrepoison » opposé à la contre-révolution. Par malheur, le passé est irréparable. Les circonstances sont bien changées. Le peu d'armes qui avaient été saisies spontanément par les ouvriers (n'est-ce pas là les « excès » dont il est question ?), leur ont été arrachées. La marche sur le Nord est arrêtée. Désormais, l'armement des ouvriers et des paysans est chose pénible et difficile. Déclarer que le temps des soviets n'est pas encore venu, et tout à la fois lancer le mot d'ordre de l'armement des ouvriers, c'est semer la confusion. Seuls les soviets peuvent devenir, dans le développement ultérieur de la Révolution, les organes capables de pratiquer réellement l'armement des ouvriers et de diriger ces masses en armes.

POURQUOI SERAIT-IL IMPOSSIBLE DE CONSTITUER DES SOVIETS ?

29. A cela, les thèses répondent : « D'abord, on ne peut pas former des soviets à n'importe quel moment ; ils se forment seulement dans les périodes de grand élan révolutionnaire ». Si ces mots ont un sens, c'est celui-ci : « Nous avons laissé passer le moment favorable en ne conseillant pas de former des soviets dès le débus de la dernière période du puissant mouvement révolutionnaire des masses ». Encore une fois, le passé est irréparable. Si on juge que la Révolution chinoise est écrasée pour longtemps, la formule des soviets, naturellement, ne trouvera pas d'écho dans le peuple. Mais alors, celle de l'armement des ouvriers et des paysans se trouve encore davantage dénuée de fondement. Nous ne pensons pourtant pas que les conséquences de la fausse politique suivie soient si graves et si profondes. Il y a beaucoup d'indices de la possibilité et de la vraisemblance d'un nouveau flux révolutionnaire à brève échéance. Un de ces indices, entre autres, consiste dans le fait que Chang-Kaï-Chek est obligé de coqueter avec les masses, de promettre aux ouvriers la journée de huit heures, aux paysans d'autres avantages, etc. Au cas où le mouvement agraire continuera à s'étendre et où la petite bourgeoisie des villes se tournera contre Chang-Kaï-Chek, agent déclaré de l'impérialisme, il peut se présenter prochainement des conditions plus favorables dans lesquelles l'avant-garde révolutionnaire, aujourd'hui défaite, regroupera les rangs des travailleurs pour une nouvelle offensive. Cela arrivera-t-il un mois plus tôt ou un mois plus tard, nous l'ignorons, mais nous devons, en tout cas, préparer cette offensive dès maintenant par notre programme, nos mots d'ordre et notre organisation. En d'autres termes, *le mot d'ordre des soviets accompagnera désormais toute la marche de la Révolution chinoise et reflètera ses destinées.*

30. « En second lieu, disent les thèses, les soviets ne se forment pas pour y bavarder : ils se forment avant tout comme des instruments de lutte contre le pouvoir existant, et pour la conquête du pouvoir. » Que les Soviets ne soient pas créés à titre de parlotte, voilà, je crois, l'unique vérité contenue dans les thèses. Mais un révolutionnaire ne propose pas non plus l'armement des ouvriers et des paysans, pour bavarder. Dire : Au stade actuel, il ne peut sortir des soviets que du bavardage, et, au contraire, il peut sortir de l'armement des ouvriers et des paysans un résultat sérieux, c'est se moquer de soi-même ou bien des autres.

31. Troisième argument : Comme il y a maintenant à Ouhan une série d'organisations de la gauche du K.M.T. — celles-là qui, dans le manifeste solennel du 23 avril, s'excusent de s'être laissées surprendre par le coup d'Etat de Chang-Kai.-Chek, — les thèses tirent de là la conclusion suivante : La formation de soviets équivaudrait à une insurrection contre la gauche du K.M.T. « car, il n'y a aujourd'hui dans cette région, aucune autre autorité que celle du K.M.T. révolutionnaire ».

La conception bureaucratique de l'autorité révolutionnaire transparaît à travers ces mots. L'autorité est entendue, non pas comme l'expression et la fixation de la lutte des classes en voie de développement, mais comme la volonté propre du K.M.T. Les classes viennent et s'en vont, mais la perpétuité de l'autorité du K.M.T. demeure. Il ne suffit pourtant pas de déclarer Ouhan centre de la Révolution, pour qu'il le soit en effet. Le K.M.T. de Chang-Kaï-Chek avait dans les provinces une vieille bureaucratie réactionnaire et vénale. Qu'a le K.M.T. de gauche ? Rien pour le moment, ou presque rien. Le mot d'ordre des Soviets est un appel à la constitution de véritables organes d'une autorité nouvelle, en passant par le régime transitoire de deux autorités parallèles.

32. Mais quelle sera l'attitude des soviets envers « le Gouvernement du K. M.T. révolutionnaire », unique autorité, dit-on, « dans cette région ? » Question classique, en vérité ! L'attitude des so-